



Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Début 2010 : lueur d'espoir dans un paysage social assombri

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Régis BIGOT

Premiers résultats de la vague de début 2010

29 MARS 2010

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANÇAIS

Le département « Conditions de vie et Aspirations des Français » est composé de :

Régis Bigot, Sylvie Bourdon, Patricia Croutte, Isabelle Delakian, Catherine Duflos et Sandra Hoibian

CRÉDOC

Sommaire

Introduction.....	4
1. Le pire semble passé, mais l'opinion reste ébranlée	6
2. La menace du chômage reste très prégnante	14
3. Nouvel élan de modernisme en matière de mœurs	19
4. Moins d'attente de changements, davantage de régulation.....	24
5. Le RSA peut-il modifier l'image des politiques sociales ?	29
6. Les attitudes par rapport à l'environnement pourraient-elles durablement changer ?	35
Conclusion : « comme un ciel où l'on n'ose espérer que l'orage s'éloigne »	41
Annexe : une visualisation de l'état de l'opinion au début 2010	44

Introduction

L'an dernier, « les Français étaient au comble de l'insatisfaction, exprimant un profond désarroi à l'égard de leurs conditions de vie à venir »¹. Une résignation empreinte de fatalisme s'était imposée à l'opinion suite à la brutalité du choc : la crise économique de l'automne 2008 venait de frapper de plein fouet un corps social déjà fragilisé par le sentiment de déclassement social et l'impression de perte de pouvoir d'achat. Jamais, depuis 1979 que nos dispositifs d'enquêtes auscultent le moral de nos concitoyens, le pessimisme n'avait été aussi profond.

Or, au début 2010, l'enquête « Conditions de vie et aspirations des Français » du CRÉDOC met en lumière un **rebond du moral de la population**. Plusieurs indicateurs semblent montrer que **la chute est enrayée. Le pire pourrait être derrière nous**. Le nombre de personnes qui anticipent une amélioration de leurs conditions de vie, même s'il est encore minoritaire, remonte un peu. Dans un contexte extrêmement sombre, qui n'avait jamais été aussi dégradé depuis au moins trente-deux années, **une lueur d'espoir apparaît**.

Lueur **fugace et vacillante** néanmoins. Car si certains anticipent une embellie, la plupart craignent le pire et beaucoup font le constat que leurs conditions de vie et celles de leurs compatriotes se sont particulièrement dégradées au cours des dernières années. Le sentiment de perte de pouvoir d'achat reste à son comble pour la deuxième année consécutive. **Surtout, personne ne croit que le chômage diminuera** prochainement et **près des trois quarts de la population sentent la menace**, pour eux-mêmes ou pour leurs proches, de ce **fléau redevenu principal sujet de préoccupation**.

Mais le portrait social de nos concitoyens en ce début 2010 ne se réduit pas à l'analyse de leur moral économique. Parmi les autres thèmes qui seront abordés dans cette note, soulignons le **regain de modernisme en matière de mœurs : les Français se montrent plus ouverts et plus tolérants**, notamment à l'égard du mariage homosexuel et de l'homoparentalité. Sur ces questions qui ont longtemps été « clivantes » et sources de zizanie, l'opinion tend aujourd'hui à converger, signe peut-être d'une volonté de mieux vivre ensemble, **promesse d'une amélioration de la qualité de vie en société** ou en tout cas d'un partage de valeurs communes.

¹ Georges Hatchuel, *Note de conjoncture sociétale*, CRÉDOC, mars 2009.

En définitive, six principales tendances seront analysées cette année :

1. Le pire semble passé, mais l'opinion reste ébranlée
2. La menace du chômage reste très prégnante
3. Nouvel élan de modernisme en matière de mœurs
4. Moins d'attente de changements, davantage de régulation
5. Le RSA peut-il modifier l'image des politiques sociales ?
6. Les attitudes par rapport à l'environnement pourraient-elles durablement changer ?

1. Le pire semble passé, mais l'opinion reste ébranlée

Enfin ! **Au début 2010, le nombre de personnes qui anticipent une amélioration de leurs conditions de vie dans les cinq prochaines années augmente, après huit années de baisse consécutives.** Les optimistes restent minoritaires (23% de nos concitoyens, contre 44% qui craignent une dégradation et 32% qui anticipent une stabilisation), mais le rebond est significatif.

Retour en arrière. L'année 2009 était exceptionnelle à plus d'un titre. Jamais l'économie mondiale n'a connu une telle récession depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. En France, le produit intérieur brut a reculé de -2,2% en un an, les investissements ont chuté de -6,9% et les exportations se sont repliées de -11,2%². Seule la consommation s'est miraculeusement maintenue, enregistrant même une légère progression de +0,7%. Les indicateurs macroéconomiques ont plongé dans des abîmes abandonnés 60 ans plus tôt.

Corrélativement, la dépression des ménages a atteint des records en 2009 : la plupart des indicateurs du moral de la population suivis chaque année dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » ont franchi les limites tracées au cours des trente dernières années. L'an passé, 51% de nos concitoyens anticipaient une dégradation de leurs conditions de vie pour les cinq prochaines années ; c'était la première fois qu'une majorité de la population était à ce point désabusée. Dans les pires épisodes de récession économique des années 1980 et 1990, le pourcentage avait rarement franchi la ligne des 40% (Graphique 1).

Pour être exact, la crise économique et financière qui s'est déclenchée à l'automne 2008 n'est pas la seule cause du marasme dans lequel les Français se sentent englués depuis plusieurs années. Dès le mois de janvier 2008, les enquêtes du CRÉDOC avaient émis des signaux d'alerte : à cette époque, 47% de la population voyaient déjà l'avenir en noir. C'était la septième année consécutive de dégradation du moral des ménages. Rappelons qu'en 2001, seuls 14% de la population croyaient à une dégradation de leurs conditions de vie à venir. Le chiffre n'a cessé d'enfler chaque année, accompagnant le ralentissement de la croissance économique après l'euphorie des années Internet (1997-2001). Premier choc en 2008 : l'explosion des prix du pétrole et l'inflation ont poussé à son comble la déception des Français, lesquels espéraient une amélioration de leur pouvoir d'achat. Si bien qu'à l'été 2008, juste avant que ne se déclenche la tourmente

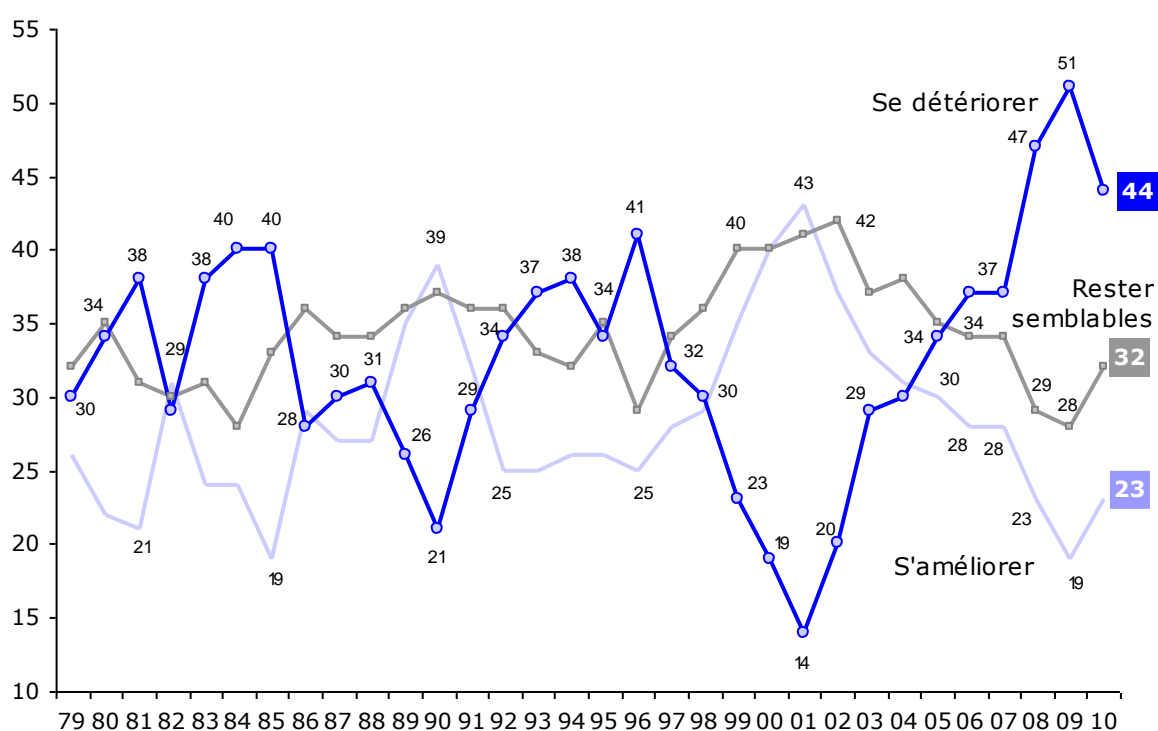
² INSEE, « Une demande sans tonus en Europe », *Note de conjoncture*, mars 2010, http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/mars2010_ve.pdf

financière, le corps social était déjà sous pression. Il n'était pas préparé à subir le deuxième choc, une nouvelle plongée vers le bas.

De fait, au début 2010, seulement un an après, on est presque surpris du timide — mais réel — retournement d'opinion, de cette lueur d'espoir dans un paysage aussi sombre : **le nombre de personnes qui anticipent une dégradation de leurs conditions de vie pour les cinq prochaines années diminue, passant de 51% à 44%.**

Graphique 1 – Rebond des anticipations positives

Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer au cours des cinq prochaines années ? (en%)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Comment s'explique ce rebond ? Sans doute par la multiplication des petits signes positifs égrenés à partir du second trimestre 2009 : regain des marchés financiers, ralentissement de la chute des indicateurs macro-économiques, signes de reprise à l'étranger, prévisions économiques d'un retour à la croissance pour 2010, le tout dans un contexte de relative stabilité des prix... Chacune de ces informations, distillées au compte goutte dans le bain médiatique dans lequel sont plongés nos concitoyens, a probablement redonné un peu d'espoir, notamment aux catégories les mieux placées pour profiter du redémarrage.

Les premiers à percevoir une amélioration au début 2010 sont les diplômés du supérieur, les moins de 40 ans, les actifs ayant un emploi, les cadres et les professions intellectuelles supérieures, ainsi que les professions intermédiaires et les habitants de l'agglomération parisienne (cf. Tableau 1). Les cadres supérieurs sont généralement mieux avertis qu'en moyenne sur ces questions, à la fois par leur importante consommation d'informations économiques et financières, mais aussi parce qu'ils occupent, dans les entreprises, les postes stratégiques où sont prises les décisions d'investissement et de relance de l'activité : ils sont les mieux placés pour repérer les signaux faibles et les tendances émergentes. Les jeunes ont, par ailleurs, une propension naturelle à l'optimisme ; ils sont certes les plus touchés par l'augmentation du chômage et de la précarité professionnelle, mais se situant en tout début de carrière professionnelle — certains étant même encore étudiants —, ils considèrent que l'avenir leur appartient.

Tableau 1 – Les premiers groupes à anticiper une amélioration

Proportion d'individus anticipant que leurs conditions de vie vont s'améliorer au cours des 5 prochaines années (en %)

	2009	2010	2009-2010
Moins de 25 ans	36	48	+ 12
Cadre et prof. intellectuelle sup.	25	35	+ 10
Diplômé du supérieur	23	32	+ 9
25-39 ans	31	39	+ 8
Etudiant	37	45	+ 8
Actif occupé	22	28	+ 6
Profession intermédiaire	18	24	+ 6
Paris et son agglomération	22	27	+ 5
Ensemble de la population	19	23	+ 4

Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

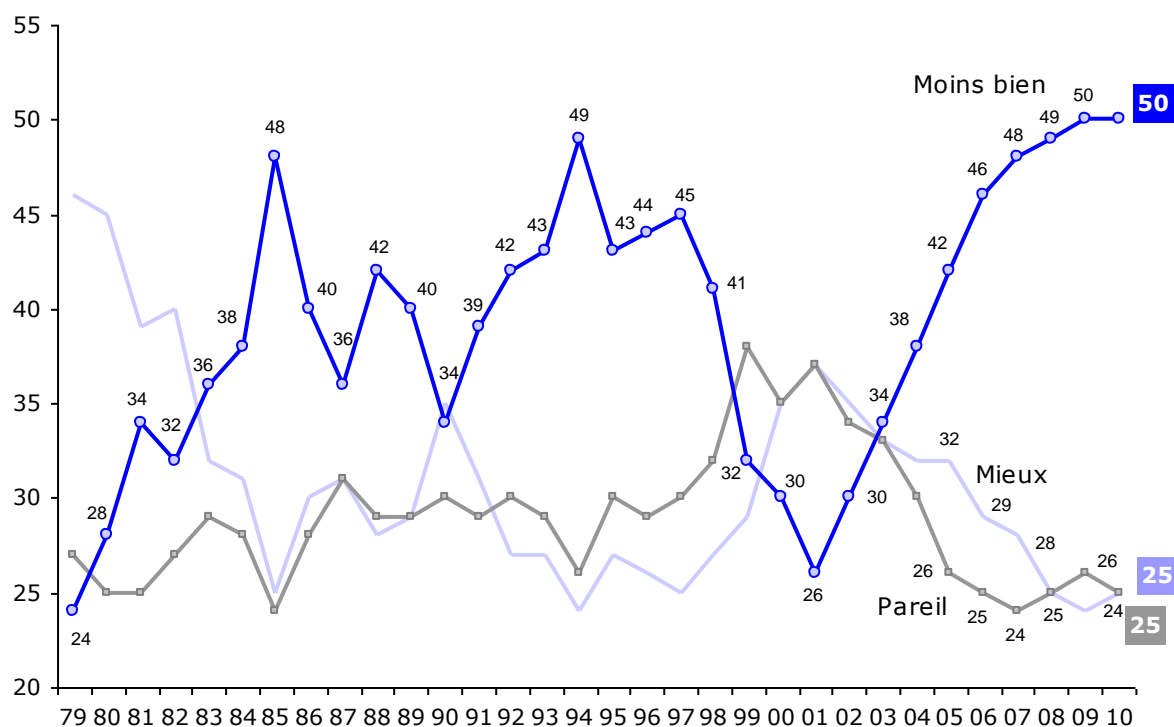
D'autres groupes sont plus dubitatifs : les seniors, les chômeurs, les artisans et commerçants, les moins diplômés et les habitants des petites agglomérations. Habituellement plus pessimistes qu'en moyenne, ils ne semblent pas croire à une reprise prochaine. Il faut dire que nombre d'entre eux portent un regard très sombre sur l'évolution de leur niveau de vie depuis une dizaine d'années.

Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls et le sentiment d'une détérioration du pouvoir d'achat domine très largement dans l'ensemble de la population : **50% de nos concitoyens estiment que, depuis une dizaine d'années, leur niveau de vie se dégrade** (Graphique 2). Ce chiffre est le plus haut enregistré dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » depuis 1979. Il n'a pas diminué depuis l'an dernier. Le bilan reste donc extrêmement négatif. Et lorsqu'on interroge les Français sur le regard qu'ils portent sur

l'évolution du niveau de vie de leurs compatriotes, le tableau est pire encore : **82% estiment que celui-ci a diminué depuis une dizaine d'années**. Cela fait maintenant quatre ans que cette proportion dépasse 80%. Rappelons qu'en 2001, elle n'était que de 36%.

Graphique 2 - L'impression que le pouvoir d'achat s'est dégradé reste très vive

En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va... (en %)



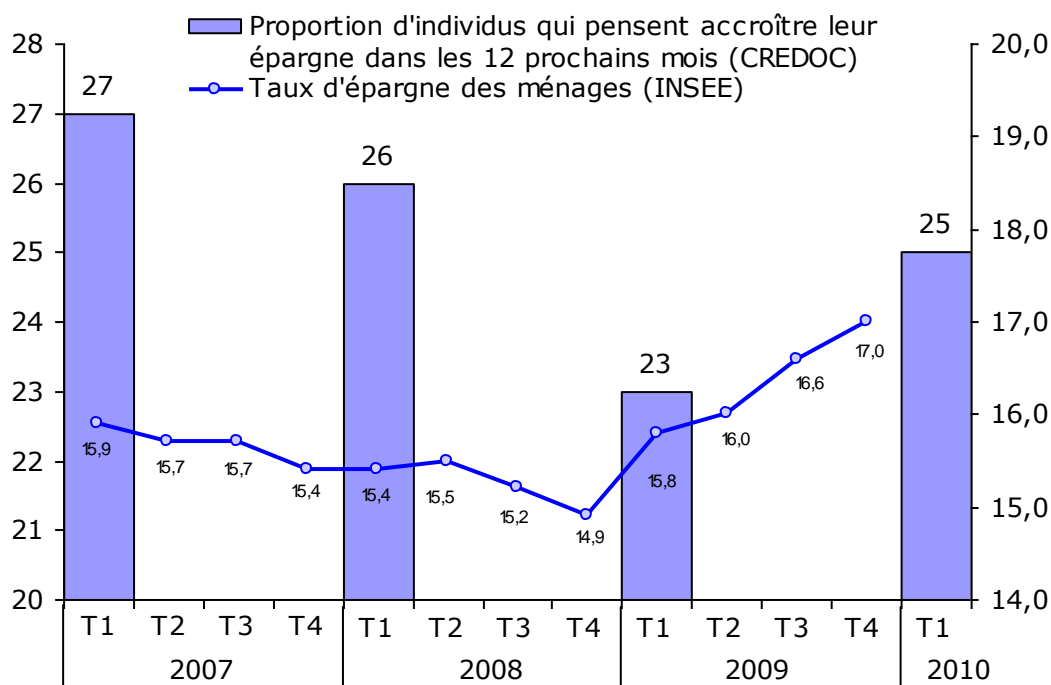
Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Un autre indicateur donne à penser que l'opinion reste très ébranlée par la crise : l'augmentation des intentions d'épargne. Le revenu des ménages a progressé en 2009, ce qui explique le maintien inespéré de la consommation. Dans le même temps, l'inflation a subi un coup d'arrêt suite à l'effondrement de la demande — des investissements en particulier — et des politiques tarifaires des entreprises visant à diminuer les prix pour conserver leur clientèle. Si bien que le pouvoir d'achat a progressé de +2,2% en 2009, un chiffre qui semble presque anormal dans le contexte. Or, personne n'a ressenti cette amélioration objective du niveau de vie. Les Français sont aujourd'hui aussi nombreux que l'an dernier à considérer que leur niveau de vie s'est dégradé. A cet égard, l'envolée récente du taux d'épargne des ménages est frappante : la part du revenu qui n'est pas consommée a gagné plus de deux points en un an seulement, passant de 14,9% au dernier trimestre 2008 à 17% au dernier trimestre 2009. Un chiffre qui flirte avec des

plafonds qui n'ont plus été franchis depuis un quart de siècle³. Le revenu augmente, mais nos concitoyens préfèrent mettre de l'argent de côté. Il s'agit de la fameuse **épargne de précaution** que l'on retrouve lors de chaque crise économique profonde, et qui **témoigne du manque de confiance dans l'avenir**. Il sera intéressant de suivre la publication des prochains chiffres du taux d'épargne, mais, d'ores et déjà, l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » nous indique quelle sera la tendance : au début 2010, **25% de la population déclarent qu'ils ont l'intention d'accroître leur épargne dans les douze prochains mois, c'est deux points de plus qu'en 2009**.

Graphique 3 – L'augmentation des intentions d'épargne trahit le manque de confiance dans l'avenir

Proportion d'individus ayant l'intention d'accroître leur épargne dans les 12 prochains mois (CREDOC) et taux d'épargne des ménages (INSEE)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et les Aspirations des Français », et INSEE-comptes nationaux

Alors même que, pour préserver leur pouvoir d'achat, les Français avaient tendance, entre 2007 et 2008, à consommer une part de plus en plus importante de leurs revenus (le taux d'épargne a diminué de 15,9% à 14,9% en deux ans), ils ont brusquement changé leur fusil d'épaule après le déclenchement de la crise économique. Les personnes au foyer, les plus de 40 ans, les habitants des communes rurales et les classes moyennes (dont les revenus mensuels du foyer sont compris entre 1500 et 2300€ par mois) se montrent particulièrement prudents cette année. Deux phénomènes socio-économiques jouent ici : les plus vulnérables parmi les classes moyennes se préparent au pire, et les

³ Voir les séries longues du taux d'épargne des ménages élaborées par l'INSEE : http://www.insee.fr/fr/indicateurs/cnat_trim/series/t_818.xls

seniors sont également soucieux de mettre de l'argent de côté pour leurs vieux jours. Le retour dans l'agenda politique de la question du financement des retraites n'est probablement pas étranger à cette tendance. Anticipant une diminution probable des pensions versées, les futurs retraités font leurs calculs et se disent qu'il ne leur reste plus beaucoup de temps pour économiser ; les retraités eux-mêmes craignent que leur situation soit remise en cause : bref, une partie croissante des plus de 40 ans se disent, au début 2010, qu'il est préférable d'économiser plutôt que de dépenser plus.

Tableau 2 – Progression des comportements de précaution chez les seniors et les classes moyennes

Proportion d'individus ayant l'intention d'accroître leur épargne dans les 12 prochains mois (en %)

	2009	2010	2009-2010
Personne au foyer	16	22	+ 6
60-69 ans	13	18	+ 5
70 ans et plus	7	12	+ 5
Commune rurale	19	23	+ 4
40-59 ans	17	20	+ 3
Classe moyenne (1500-2300 €)	20	23	+ 3
Ensemble de la population	23	25	+ 2

Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Dépenser plus. Voilà encore une attitude qui pourrait être remise en question par la situation actuelle. Comme souvent, les crises économiques de grande ampleur sont le théâtre d'inflexions significatives dans les comportements et les attitudes de la population. C'était le cas lors des années noires du milieu des années 1990 : la récession de 1993 imposa de fortes contraintes sur le pouvoir d'achat et laissa planer pendant de longues années la menace du chômage et de la précarité. Les Français ont dû s'adapter progressivement à ce nouveau régime de « croissance » (rappelons qu'au cours de la période 1988-1992, le niveau de vie des ménages progressait de 5,1% par an, mais qu'il a chuté à 1,6% par an entre 1993 et 1997).

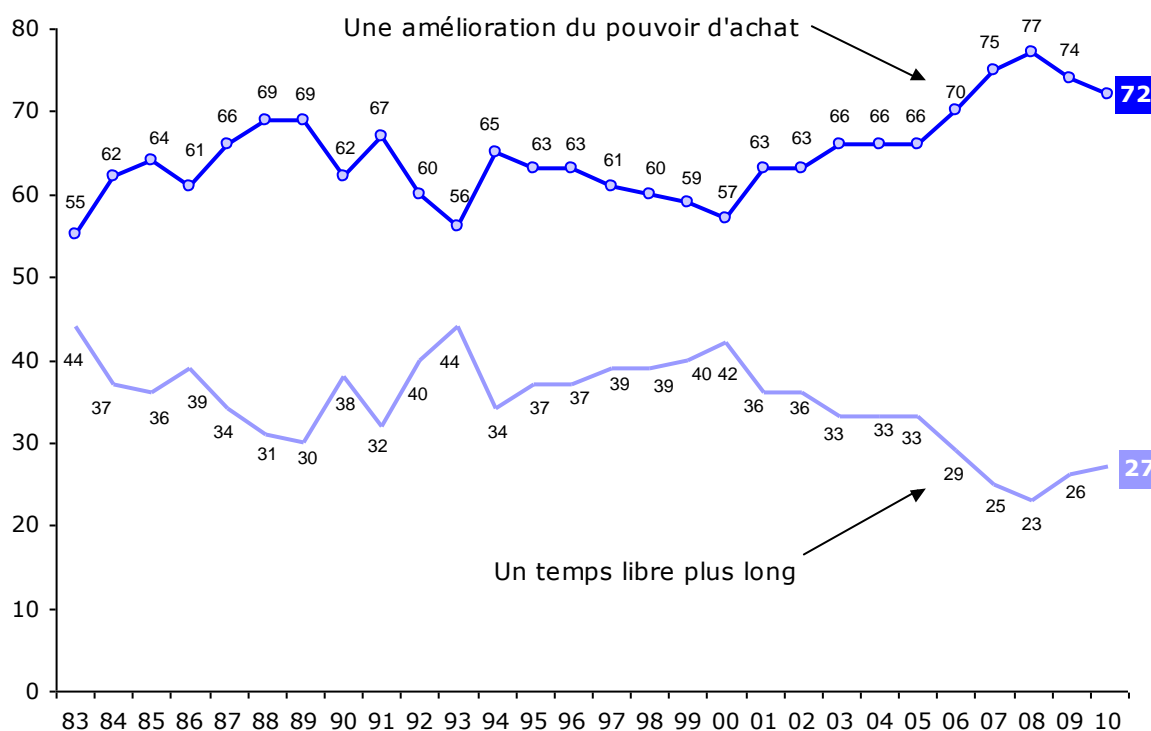
Paradoxalement, ces années de « vaches maigres » se sont traduites par un certain renoncement au souhait de voir améliorer son pouvoir d'achat en faveur d'un temps libre plus long. Pendant quelques années, nos concitoyens ont désinvesti la société de consommation et reporté dans la sphère privée et familiale leurs espoirs et aspirations. C'est l'époque du « désenchantement », du « cocooning » et de la « génération X ». L'idée qu'il n'y avait pas assez de travail pour tout le monde a préparé le terrain à la réforme des 35 heures. Durant cette période, la proportion d'individus préférant une augmentation du temps libre à une amélioration de leur pouvoir d'achat a progressé, même après la mise en place de la réduction du temps de travail. Puis la France est entrée dans une nouvelle phase de croissance économique, tirée par les gains de

productivité liés aux technologies de l'information et de la communication. Les années 1997-2001 ont été marquées par la diffusion spectaculaire des ordinateurs dans les foyers, par l'apparition des téléphones mobiles et surtout par l'euphorie qu'a suscitée le développement d'Internet. Le régime de croissance s'est à nouveau emballé... jusqu'à l'explosion de la « bulle Internet » entre 2000 et 2001. Pendant les huit années qui ont suivi, les souhaits d'une augmentation du pouvoir d'achat se sont accrus jusqu'à atteindre un record historique en 2008.

Mais, depuis deux ans, la tendance semble s'inverser : **2010 confirme le retournement observé en 2009 dans l'arbitrage entre « temps libre » et « pouvoir d'achat ».**

Graphique 4 – Vers une remise en question du modèle de consommation ?

Quelle est votre préférence entre une amélioration de votre pouvoir d'achat et un temps libre plus long ?
(Question posée aux actifs uniquement)



Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

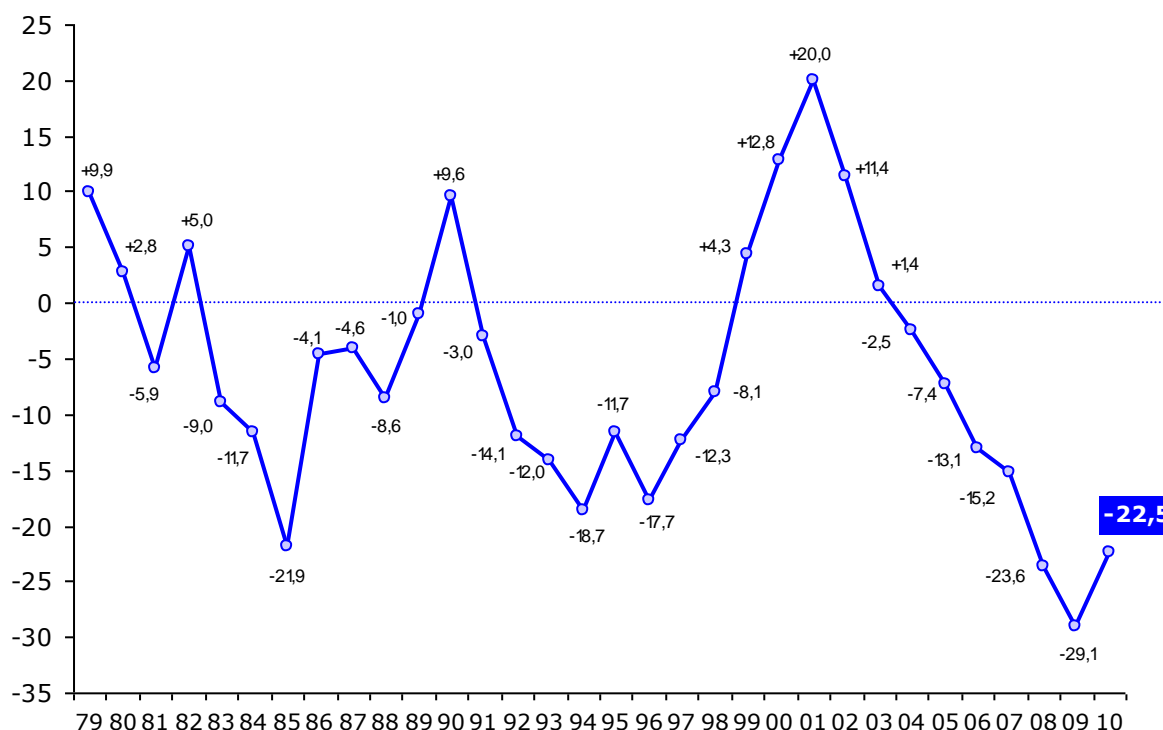
Il n'est pas interdit de penser que se reproduisent ici les mécanismes observés lors du cycle précédant : ne croyant plus aux promesses d'une amélioration du pouvoir d'achat, les Français revoient leurs priorités. Ils se demandent si la pression professionnelle qu'ils ressentent au jour le jour — sans d'ailleurs être à l'abri du risque de chômage — mérite un tel investissement personnel. La résonance dans l'opinion des cas extrêmes de mal-être au travail dans les entreprises (comme, par exemple, les suicides chez France Télécom) est un indice supplémentaire du réajustement en cours. Plus de temps pour soi,

moins de temps à travailler, puisqu'on n'est pas sûr d'être récompensé de ses efforts. Bien entendu, tout cela doit être relativisé car, en valeur absolue, une large majorité des actifs penchent pour une amélioration de leur pouvoir d'achat (72%, contre 27% pour plus de temps libre). Le rapport de force entre ces deux idées est loin de s'inverser. Mais l'inflexion depuis deux ans mérite attention.

Depuis maintenant trente-deux ans, le CRÉDOC élabore un indicateur résumé du moral de la population. Il s'agit d'une synthèse des opinions au sujet de l'évolution de son propre niveau de vie, passé et à venir. Il est un des meilleurs instruments de prévision des retournements de tendance sociétale de l'enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français ». Or, **au début 2010, le moral de la population rebondit après neuf années consécutives de dégradation**. Peut-être une nouvelle phase est-elle en cours ? Peut-être la reprise annoncée se confirmera-t-elle ? Tous les espoirs sont permis. Mais il convient de garder à l'esprit que l'indicateur reste à un niveau extrêmement bas. Plus bas encore qu'après la crise de 1993. Et la reprise, à l'époque, s'était faite en « W ». **Le moral des ménages, fragile, n'est pas à l'abri de replonger**. Les perspectives du chômage en sont précisément l'un des ressorts principaux.

Graphique 5 – Arrêt de l'effondrement du moral de la population

Indicateur résumé du moral de la population*



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

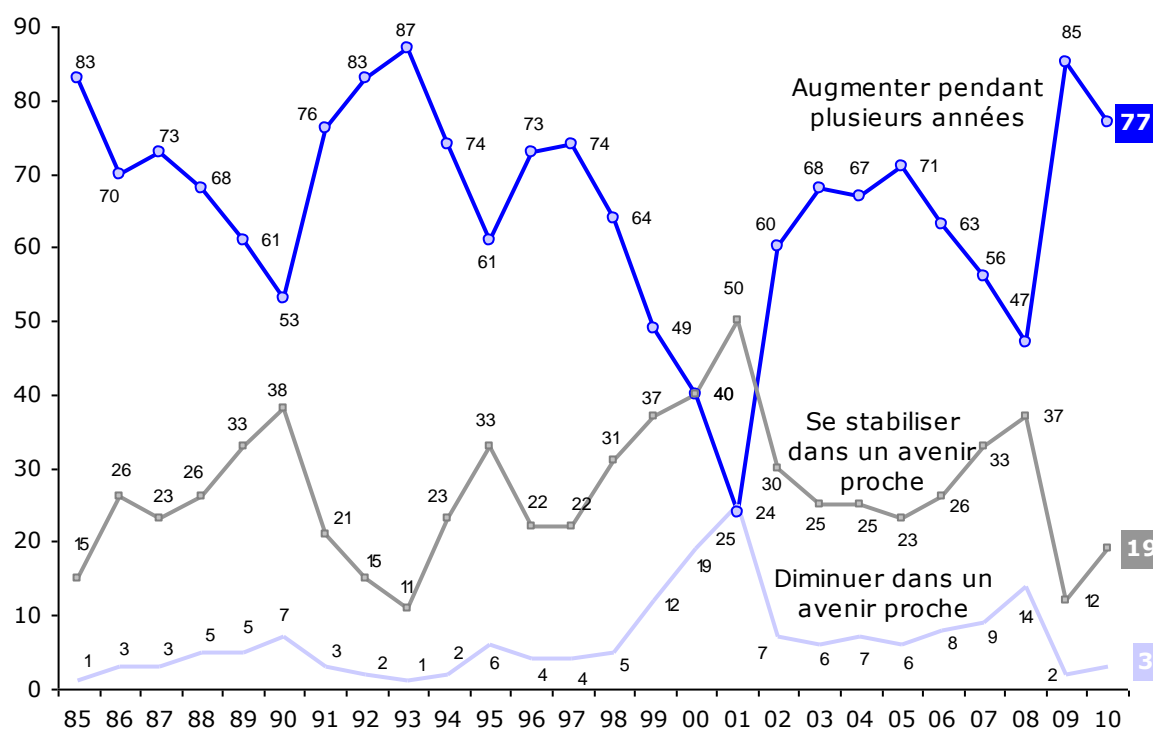
* L'indicateur résumé du moral de la population est la moyenne arithmétique des deux indices suivants : évolution passée du niveau de vie personnel (solde des opinions positives et négatives) et perspectives d'évolution des conditions de vie personnelles (solde des opinions positives et négatives).

2. La menace du chômage reste très prégnante

Les perspectives sur le front de l'emploi sont particulièrement sombres : **au début 2010, 77% de nos concitoyens estiment que le chômage va continuer d'augmenter pendant plusieurs années.** La bonne nouvelle est que ce chiffre est en légère diminution par rapport à 2009 (les cadres, les diplômés du supérieur et les hauts revenus sont les premiers à entrevoir une embellie). La mauvaise, c'est qu'il se situe à un niveau exceptionnel au regard des vingt-cinq dernières années : c'est le cinquième plus mauvais score enregistré depuis que cet indicateur est suivi dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Graphique 6 – Les anticipations de l'évolution du chômage restent très négatives

A votre avis, le nombre de chômeurs va-t-il... (en %)



Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

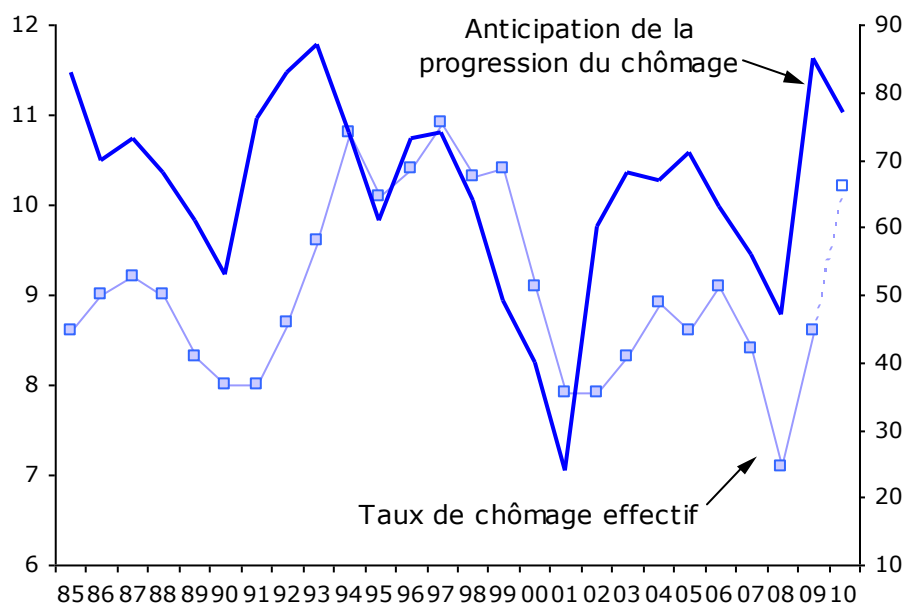
L'an dernier, l'éclatement de la crise financière a balayé d'un coup le capital confiance engrangé au cours des années 2006 à 2008, pendant lesquelles les Français finissaient par se laisser convaincre qu'une amélioration de l'emploi était possible. Juste avant la crise, les anticipations pessimistes étaient même devenues légèrement minoritaires par rapport aux attitudes neutres et positives. C'en est fini : **2009 a été le théâtre d'un retour en arrière de plus de 15 ans !** Et si les augures pour 2010 sont un peu moins

catastrophistes, nous sommes loin de revenir à la situation antérieure à la crise (Graphique 6).

D'une manière générale, les anticipations de nos concitoyens donnent une assez bonne indication des retournements de tendance effectifs du taux de chômage calculé chaque trimestre par l'INSEE. Par exemple, en 1991, l'opinion avait anticipé une année en avance la forte augmentation du chômage qui suivit en 1992-1993-1994. En revanche, elle a annoncé trop tôt la reprise à partir de 1993. Cette année là, la croissance du PIB était négative, nos concitoyens pensant alors que l'économie avait touché le fond et qu'elle ne pouvait que remonter. La sortie de crise se fera cependant attendre, avec de faux espoirs en 1995 : c'est la fameuse reprise en « W ». Notons cependant que, dès 2002, les anticipations négatives se sont multipliées après l'explosion de la « bulle Internet » et, un an plus tard, effectivement, le chômage est reparti à la hausse. L'opinion perçut ensuite une embellie dès 2006, qui s'est traduite par la baisse du chômage un an plus tard. En tout cas, seule la crise économique et financière récente n'a pas été anticipée par l'opinion : sur le graphique, les deux courbes sont parfaitement synchronisées en 2009.

Graphique 7 – Anticipation du chômage et taux de chômage effectif

Taux de chômage au sens du Bureau International du Travail (en %, échelle de gauche) et anticipations d'une augmentation du chômage (en %, échelle de droite)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et les Aspirations des Français » et INSEE.
 Note : le taux de chômage au sens du BIT est celui calculé par l'INSEE au premier trimestre de l'année en cours ; pour 2010, il s'agit d'une estimation du CRÉDOC.

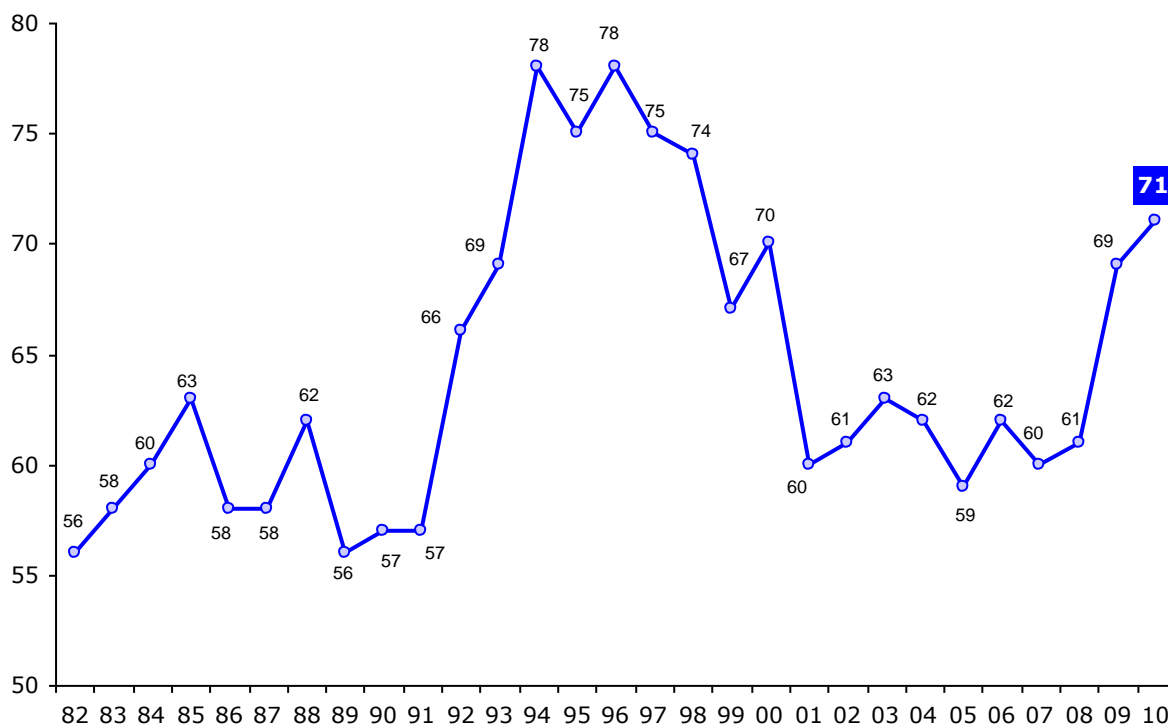
Quoi qu'il en soit, il est difficile d'interpréter l'inflexion des prévisions au début 2010. Hypothèse favorable : les Français anticipent avec justesse, comme ils ont pu le faire

auparavant, la décrue du chômage un an en avance. Hypothèse défavorable : le scénario de 1993 se reproduit — reprise en « W » —, les ménages sous-estimant le décalage temporel entre l'amélioration des indicateurs macro-économiques (exportations, investissement, produit intérieur brut) et la diminution du taux de chômage, qui nécessite généralement une croissance du PIB supérieure à 1,5%, laquelle est loin d'être acquise pour 2010.

L'augmentation spectaculaire des destructions d'emplois depuis un an explique sans doute que **les Français, au début 2010, sont un peu plus inquiets encore pour eux-mêmes ou pour leurs proches, du risque de chômage : 71% partagent cette crainte, contre 69% l'année dernière**. Les comportements d'épargne de précaution mis en lumière au chapitre précédent trouvent ici leur explication : 2009 et 2010 sont des années où la peur du chômage revient en force. La violence du choc économique a été telle, les licenciements tellement nombreux, que nos concitoyens ne peuvent se sentir à l'abri. Même si certains anticipent une amélioration pour les prochaines années, une sourde inquiétude plane encore.

Graphique 8 – Les Français se sentent de plus en plus menacés par le chômage

Proportion d'individus qui se déclarent inquiets, pour eux-mêmes ou pour leurs proches, du risque de chômage (en %)



Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Les groupes de la population généralement les plus inquiets par rapport au risque du chômage sont plutôt jeunes, en situation précaire, employés ou ouvriers. Il est

intéressant de noter que **la crise de 2009 a propagé les inquiétudes en deux vagues successives, lesquelles n'ont pas touché les mêmes personnes au même moment**. La soudaineté du choc a saisi la plupart des catégories sociales dès 2009, mais surtout les bas revenus, les travailleurs indépendants, les habitants des petites agglomérations et les retraités — ces derniers étant préoccupés pour leurs enfants et leurs petits-enfants. D'autres groupes, qui ne s'étaient pas inquiétés dans un premier temps, ont été gagnés par la peur du chômage cette année : notamment les moins de 40 ans, les professions intermédiaires et les personnes au foyer. Comme souvent, les ondes de choc ne se répercutent pas de la même manière selon la situation personnelle de chacun.

Tableau 3 – L'inquiétude par rapport au chômage a progressé en deux temps

Proportion d'individus déclarant être inquiets, pour eux-mêmes ou pour leurs proches, du risque de chômage (en %)

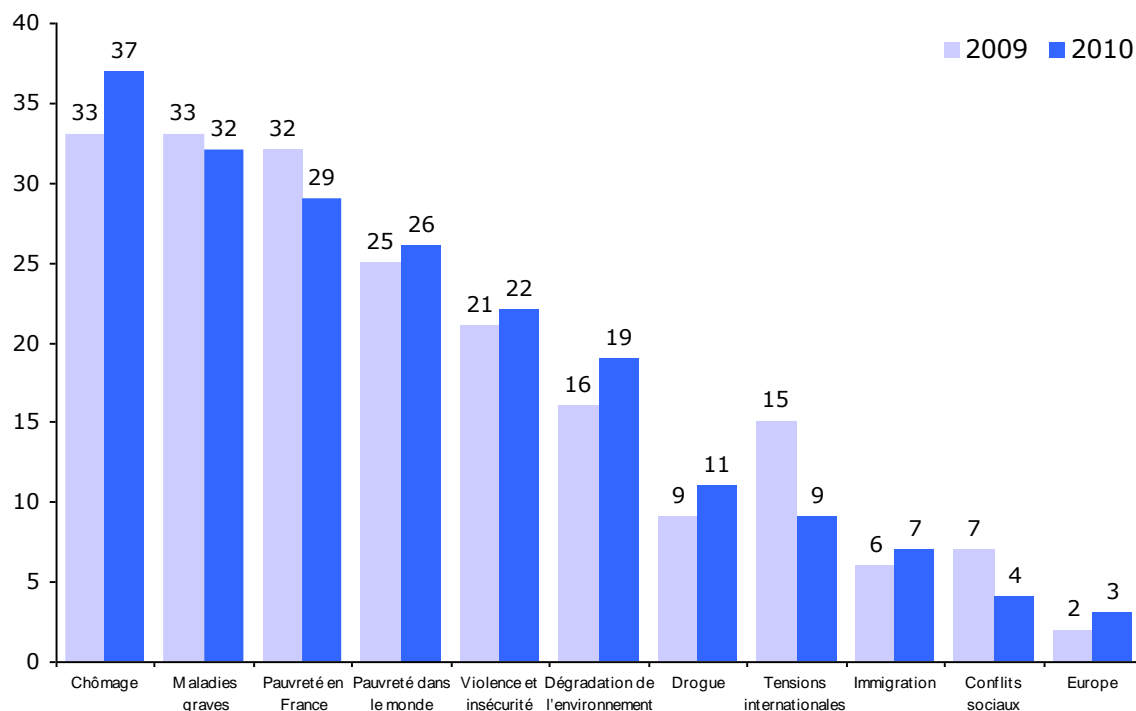
	Evolution 2008-2009	Evolution 2009-2010	Evolution 2008-2010	Taux en 2010
Première vague d'inquiétude				
60-69 ans	+14	-4	+10	66
Ouvrier	+13	-1	+12	78
Deuxième vague d'inquiétude				
18-24 ans	=	+6	+6	76
25-39 ans	+3	+7	+10	73
Profession intermédiaire	-4	+12	+8	67
Reste au foyer	-4	+8	+4	78
Première et deuxième vague				
Moins de 900€/mois	+13	+8	+21	82
Travailleur indépendant	+9	+15	+24	68
2 000 à 20 000 habitants	+7	+8	+15	76
20 000 à 100 000 habitants	+8	+8	+16	76
Ensemble de la population	+8	+2	+10	71

Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Dernier élément important à retenir en **ce début d'année 2010 : le chômage est redevenu le premier sujet de préoccupation des Français**. Ces dernières années, nos concitoyens se souciaient surtout des maladies graves, de la pauvreté, de la dégradation de l'environnement ou de la violence et de l'insécurité. 2009 et 2010 ont vu la remontée en flèche du chômage : en 2009 déjà, 33% des enquêtés citaient le chômage en première ou deuxième réponse, à égalité avec les maladies graves, juste devant la pauvreté en France (32%) ; cette préoccupation gagnait alors 11 points en une seule année. En 2010, elle engrange encore 4 points, surclassant dorénavant tous les autres thèmes. On notera au passage la baisse relative des craintes par rapport aux tensions internationales, lesquelles avaient été ravivées à l'hiver 2008-2009 par la guerre sur le territoire de Gaza au Proche-Orient.

Graphique 9 Le chômage est redevenu le premier sujet de préoccupation des Français

Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Tableau 4
Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus
(deux réponses possibles, en %)

Années	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	Δ
Chômage	27	38	44	52	49	52	52	48	44	36	27	24	26	28	25	30	24	22	33	37	+ 4
Maladies graves	28	28	29	26	30	29	26	28	30	33	38	31	30	39	33	29	32	33	33	32	- 1
Pauvreté en France	16	16	20	22	28	25	25	23	24	25	21	19	22	24	28	32	32	32	32	29	- 3
Pauvreté dans le monde	15	18	19	16	17	18	16	18	19	21	17	17	18	18	23	23	22	21	25	26	+ 1
Violence et insécurité	23	20	16	20	22	18	25	29	33	27	38	48	35	32	31	28	29	26	21	22	+ 1
Dégrad. environnement	12	12	11	8	7	8	8	10	8	13	18	14	15	14	17	19	19	25	16	19	+ 3
Drogue	37	34	30	28	21	24	22	20	22	23	21	21	12	14	14	10	11	9	9	11	+ 2
Tensions internationales	16	9	9	7	7	4	5	4	5	7	6	10	20	12	12	8	11	13	15	9	- 6
Immigration	16	16	14	14	14	13	13	14	11	9	8	10	13	11	10	11	12	11	6	7	+ 1
Conflits sociaux	4	3	3	3	4	7	5	3	4	4	4	5	5	6	4	6	5	6	7	4	- 3
Europe	6	6	6	2	2	2	3	2	1	2	2	1	2	3	3	4	3	2	2	3	+ 1

Source : CREDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Note : le total en colonne dépasse 100%, car les enquêtés pouvaient choisir deux sujets.

Lecture : la dernière colonne Δ calcule la variation entre 2010 et 2009.

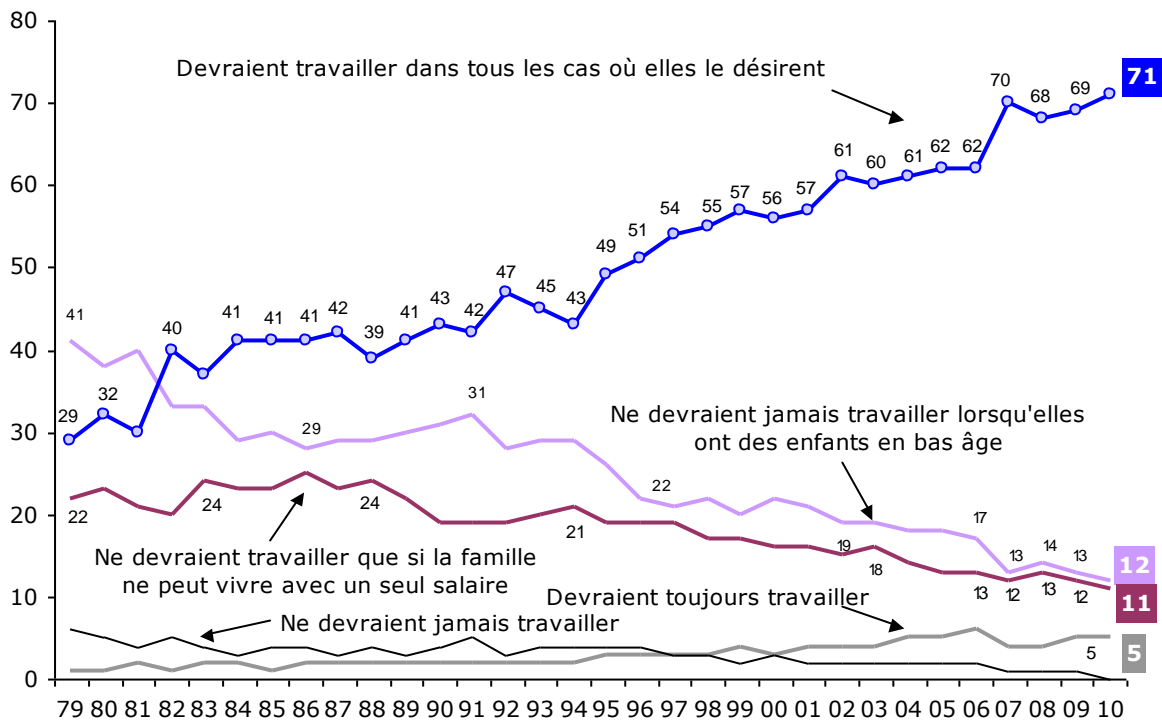
3. Nouvel élan de modernisme en matière de mœurs

On dit parfois que les phases de récession économique sont caractérisées par un repli vers des valeurs traditionalistes et des attitudes conservatrices. Dans un environnement tourmenté, l'opinion serait à la recherche de repères et tentée par un retour en arrière. S'il nous semble probable que le désenchantement de la population se traduira, dans les semestres à venir, par une remise en question des manières de consommer et de la place occupée par le travail, **nous ne percevons aucunement, dans les résultats de l'enquête « Conditions de vie et Aspirations », les signes d'un éventuel repli vers ce que l'on pourrait appeler un certain traditionalisme en matière de mœurs, bien au contraire.**

Ainsi, avec la forte hausse du chômage, on pouvait craindre que l'opinion soit plus réticente à l'égard du travail des femmes. Ce n'est pas le cas : la proportion d'individus partageant l'idée que les femmes devraient travailler dans tous les cas où elles le désirent progresse de 2 points cette année, à 71% ; c'est le chiffre le plus haut dans l'enquête depuis plus de trente ans.

Graphique 10
Le soutien de l'opinion à l'égard du travail des femmes se renforce

Des opinions diverses peuvent être exprimées à propos du travail des femmes. Quel est le point de vue qui semble correspondre le mieux au vôtre ? (en %)



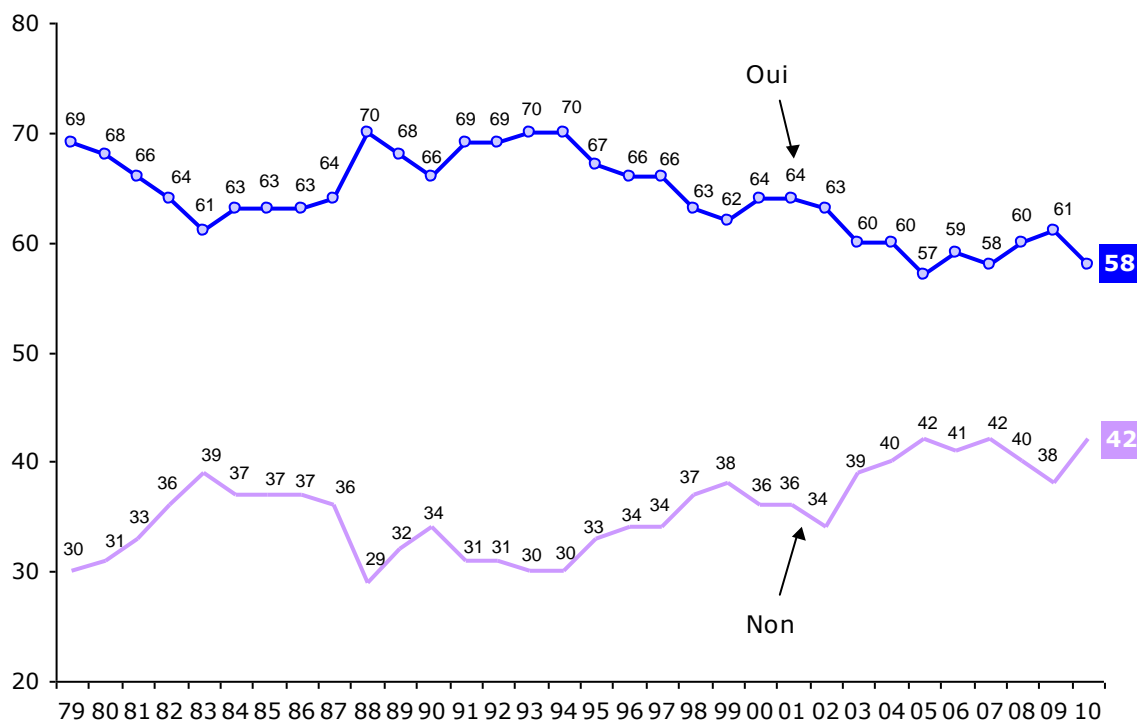
Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

La tendance de fond qui consiste à penser que la présence d'enfants en bas-âge ne doit pas être un obstacle à l'épanouissement de la vie professionnelle des femmes se poursuit. L'idée selon laquelle celles-ci ne devraient travailler que si la famille ne peut vivre avec un seul salaire perd également du terrain (de 12% à 11%) et, cette année, le nombre de personnes qui considèrent que les femmes ne devraient jamais travailler est infinitésimale (cela dit, le pourcentage n'a jamais dépassé 6%, même à la fin des années 1970). Ces éléments pourraient sembler une évidence, mais la récente polémique suscitée par la publication du livre d'Elisabeth Badinter⁴, au sujet des difficultés d'assumer à la fois le rôle de mère et celui de femme active, donne à penser que les préjugés sur la répartition des rôles et des tâches au sein du couple sont profondément ancrés chez certains de nos concitoyens. Force est de constater que ces opinions sont de plus en plus minoritaires.

Dans un registre connexe, l'idée selon laquelle la famille est le *seul* endroit où l'on se sent bien et détendu perd des suffrages en 2010 : 58% partagent cette opinion cette année, contre 61% en 2009.

Graphique 11 - La valeur famille, fondamentale, est moins hégémonique

Etes-vous d'accord avec l'idée suivante : « la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu » ? (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

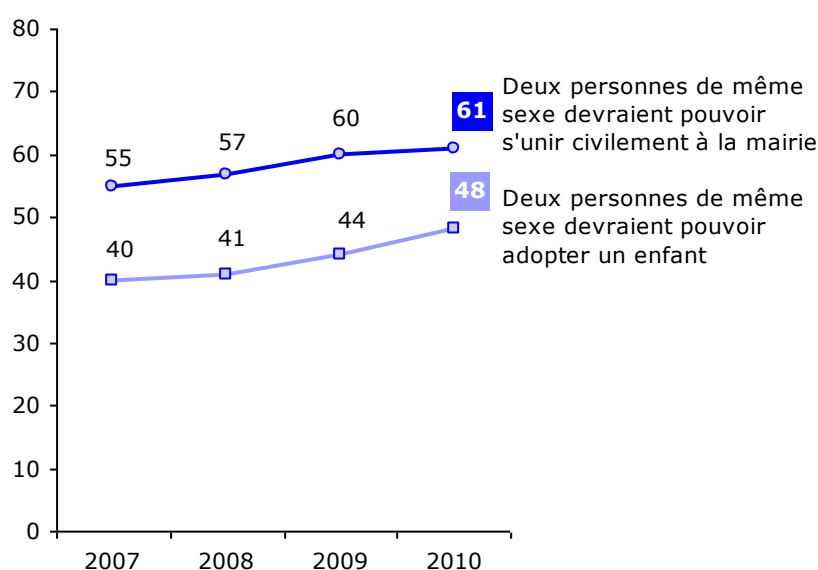
⁴ Elisabeth Badinter, *Le conflit (la femme et la mère)*, Flammarion, Paris, 2010, 256 p.

Ce repli s'inscrit dans un mouvement de longue période, mais il est particulièrement net aujourd'hui. Attention, il ne s'agit pas d'un rejet des valeurs familiales : une majorité de l'opinion considère encore aujourd'hui que la cellule familiale constitue l'unique havre de paix dans notre société. Mais, à une époque où les relations familiales sont davantage choisies que subies, dans un monde où les liens interpersonnels s'inscrivent de plus en plus dans des réseaux amicaux électifs (à cet égard, l'émergence, chez les plus jeunes, des « tribus » ou des communautés virtuelles sur Internet constitue un passionnant laboratoire des nouvelles pratiques de sociabilité), **la perte d'hégémonie de la valeur famille s'inscrit dans une tendance de fond.**

Signe fort d'une évolution majeure des mentalités, **les attitudes par rapport à l'homosexualité sont sur le point de basculer. En 2010, 61% de la population estiment que deux personnes de même sexe devraient pouvoir s'unir civilement à la mairie.** Le mariage homosexuel recueille une majorité d'opinions favorables, toujours plus nombreuses chaque année. En revanche, la question de l'adoption d'un enfant par deux personnes de même sexe a toujours suscité plus d'interrogations, voire une franche hostilité dans certains cas. Or, en 2010, la proportion d'individus soutenant cette possibilité atteint 48%, soit 4 points de plus qu'en 2009 ; à ce rythme, l'année qui vient pourrait être le théâtre d'un renversement de majorité. En quatre ans, près de quatre millions de personnes ont changé d'avis sur ce sujet : l'ampleur du mouvement donne à voir l'importance des changements en cours.

Graphique 12 – L'opinion sur le point de basculer en faveur de l'homoparentalité

Proportion d'individus partageant les opinions suivantes (en %)

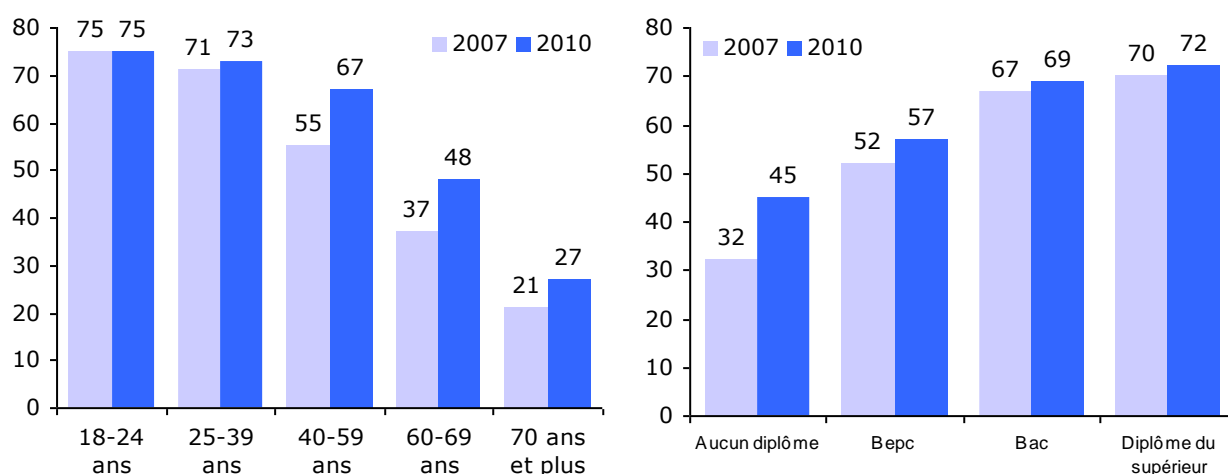


Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

On constate une **assez nette convergence catégorielle concernant le mariage homosexuel** : ces dernières années, les seniors et les non-diplômés, même s'ils restent plus mesurés que les autres, sont ceux qui ont parcouru le plus de chemin sur ce sujet. Par exemple, en 2007, les sexagénaires étaient très majoritairement hostiles à l'idée que deux personnes de même sexe puissent s'unir civilement à la mairie (63%) ; aujourd'hui, les partisans d'une telle option sont quasiment aussi nombreux que les opposants dans cette tranche d'âge. Le constat est assez similaire pour les non-diplômés, très réfractaires en 2007, et à deux doigts d'être convaincus cette année.

Graphique 13 – Un début de convergence au sujet du mariage homosexuel

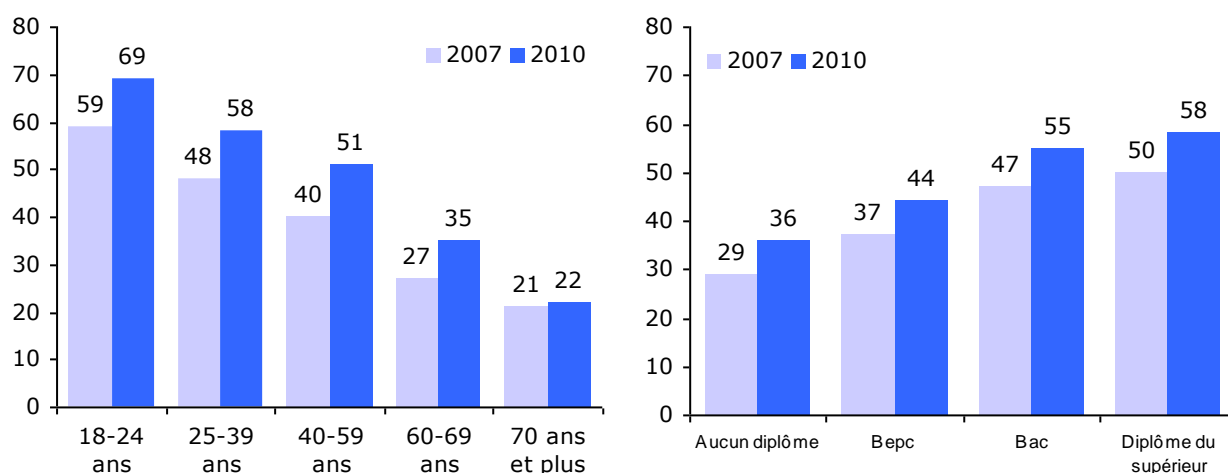
Proportion d'individus partageant l'opinion selon laquelle deux personnes de même sexe devraient pouvoir s'unir civilement à la mairie (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Graphique 14 – Mais l'homoparentalité divise encore

Proportion d'individus partageant l'opinion selon laquelle deux personnes de même sexe devraient pouvoir adopter un enfant (en %)



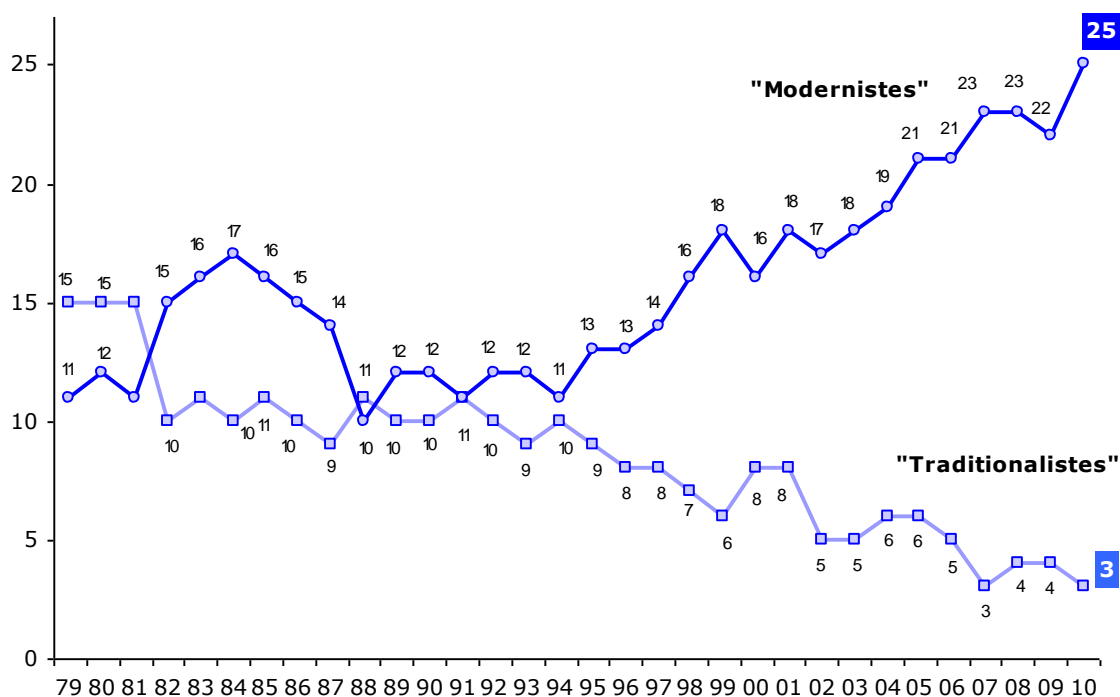
Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

En réalité, l'**homoparentalité divise encore les anciennes et les nouvelles générations, les diplômés et les non-diplômés**. On note par exemple que les plus de 70 ans restent très défavorables à cette perspective : quatre personnes sur cinq dans cette tranche d'âge s'y opposent aujourd'hui et le chiffre n'a pas diminué en trois ans. A contrario, les 25-40 ans ont beaucoup évolué : s'ils étaient, trois ans auparavant, plutôt défavorables à l'idée que des personnes de même sexe puissent adopter un enfant, ils y sont aujourd'hui plutôt favorables. Les clivages générationnels sont encore importants sur cette question, mais les tendances observées laissent penser que, d'ici un an ou deux, ceux-ci pourraient nettement s'estomper, à l'image de ce que l'on observe aujourd'hui au sujet du mariage homosexuel et à l'instar de ce que l'on a constaté, il y a 20 ans, en ce qui concerne le travail des femmes et le divorce.

Globalement, l'indicateur du CRÉDOC permettant de suivre l'évolution du « modernisme » et du « traditionalisme » en matière de mœurs confirme que l'année 2010 est exceptionnelle : non seulement les Français n'ont jamais été autant « modernistes » qu'aujourd'hui, mais la variation enregistrée entre 2009 et 2010 est particulièrement nette.

Graphique 15 – Nouvel élan de modernisme en 2010

Indicateur de modernisme et de traditionalisme du CRÉDOC (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Note : les « traditionalistes » sont les personnes qui pensent que la famille est le seul endroit où l'on se sent bien et détendu, que le mariage est une union indissoluble, que les femmes ne devraient jamais travailler ou au moins ne pas travailler lorsqu'elles ont des enfants en bas-âge. Les « modernistes » pensent que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sent bien et détendu, considèrent que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties et que les femmes devraient toujours travailler ou travailler selon leur désir.

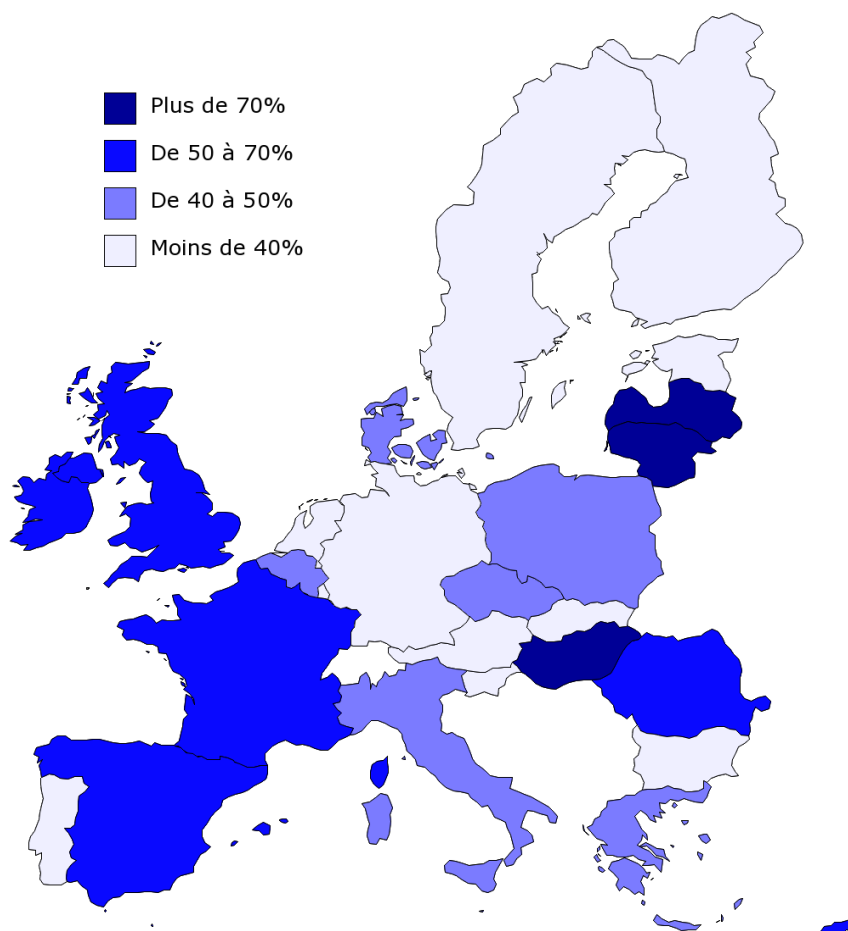
4. Moins d'attente de changements, davantage de régulation

Les Français ont toujours été très en attente de changements profonds vis-à-vis du fonctionnement de la société. Majoritairement mécontents de leur situation personnelle, inquiets du risque de déclassement social, de plus en plus contraints financièrement, percevant la société comme injuste, nos concitoyens ont tendance à considérer que les choses ne vont pas dans la bonne direction. Cette insatisfaction est une particularité française : en novembre 2009, **62% des Français estiment que « les choses ne vont pas dans la bonne direction »**, contre 47% des Européens en moyenne. Les Luxembourgeois, les Néerlandais, les Portugais, les Allemands ou les Autrichiens se montrent plus optimistes. Le mécontentement français est proche de celui enregistré en Roumanie, en Espagne et à Chypre.

Graphique 16 – Les Français plus mécontents que leurs voisins européens

Proportion d'individus qui considèrent que « les choses vont dans la mauvaise direction » dans leur pays (en %)

Lettonie	79
Lituanie	77
Hongrie	75
Roumanie	63
France	62
Espagne	59
Chypre	59
Irlande	56
Royaume-Uni	56
Europe 27 pays	47
Rép. Tchèque	45
Italie	45
Malte	43
Danemark	42
Pologne	42
Belgique	40
Grèce	40
Slovénie	39
Slovaquie	39
Finlande	39
Suède	35
Autriche	33
Bulgarie	32
Allemagne	31
Portugal	31
Estonie	30
Pays-Bas	30
Luxembourg	18

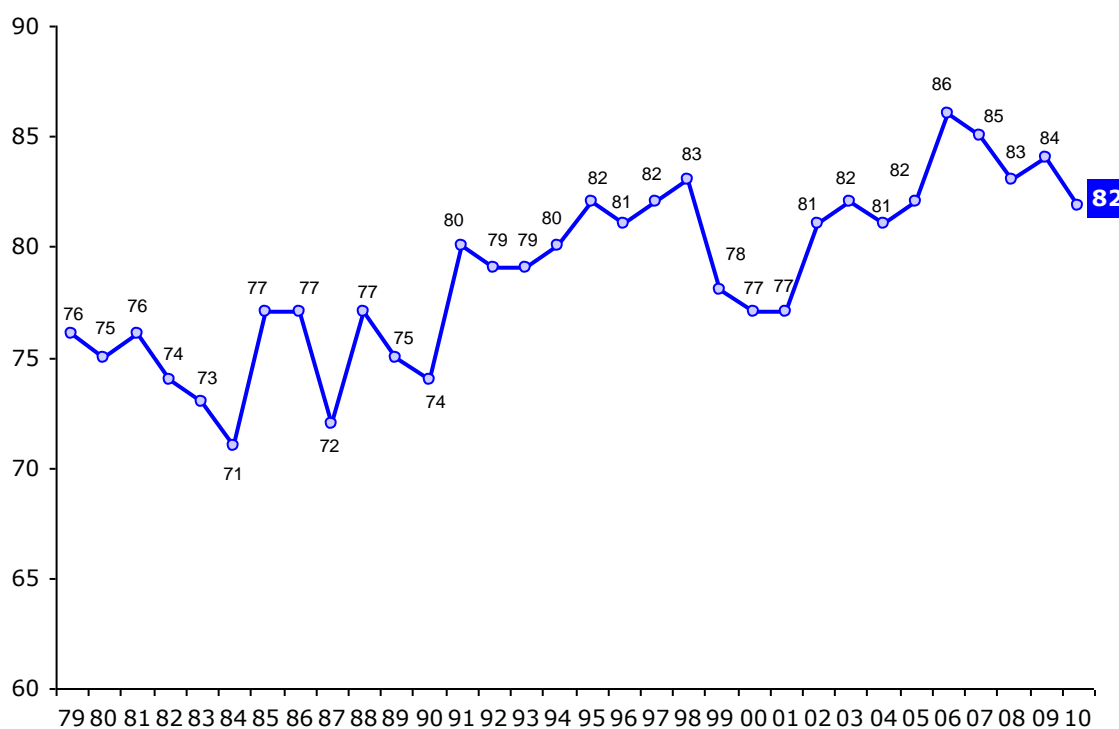


Source : CRÉDOC, à partir de l'Eurobaromètre standard n° 72, Commission européenne, novembre 2009.

L'enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » permet de suivre au fil des années la demande de changements vis-à-vis du fonctionnement de la société. Pendant plus de 25 ans, la tendance à souhaiter voir la société se réformer était plutôt orientée à la hausse : 76% de nos concitoyens estimaient, en 1979, que la société avait besoin de se transformer profondément ; en 2006, ils étaient 86% à le penser. Or, depuis 2007, cette tendance est inversée. Le début d'année 2010 confirme cette inflexion : 82% des Français sont en attente de réformes, c'est 4 points de moins qu'en 2006, 2 de moins qu'en 2009.

Graphique 17 La demande de réformes de la société se fait relativement moins pressante en 2010

Proportion d'individus estimant que la société a besoin de se transformer profondément (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

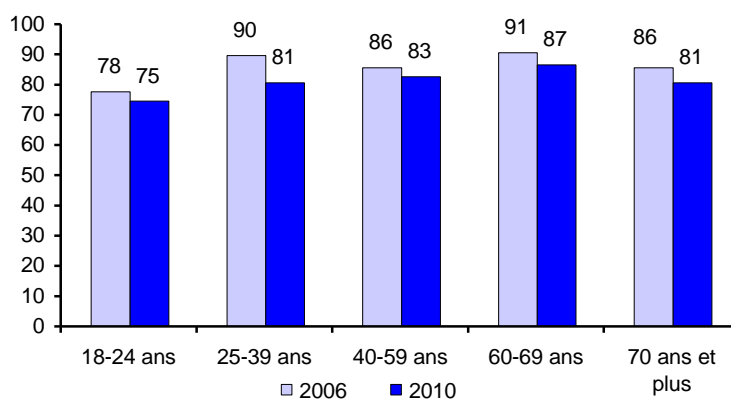
Cette inflexion mérite que l'on s'y attarde quelques instants. En effet, les crises économiques précédentes (1984 et 1993 notamment) ont plutôt eu tendance à raviver les tensions au sein du corps social : **les aspirations au changement se sont généralement accrues lors de ces périodes douloureuses**. A l'inverse, **les phases de croissance économique forte (1988 et 1999) se sont plutôt traduites par un léger mouvement de rappel des forces conservatrices**. La période 2007-2010 semble donc atypique : alors que la crise économique touche de plein fouet la population et que les turbulences pourraient constituer un terreau fertile pour les aspirations au changement, nos concitoyens tempèrent — légèrement — leurs attentes.

Nous suggérons l'hypothèse que les premières années du mandat présidentiel de Nicolas Sarkozy ne sont pas étrangères à ce phénomène. Ce dernier a été élu — entre autres — sur la promesse de provoquer une « rupture » dans de nombreux domaines de la vie politique, sociale et économique française. Affichant un certain volontarisme et une omniprésence dans le paysage médiatique, le chef de l'Etat a lancé depuis un grand nombre de chantiers. Sans doute une partie de nos concitoyens y ont-ils trouvé des réponses à leurs attentes de changement. Une partie seulement, car la très grande majorité du corps social est encore insatisfaite du fonctionnement de la société et demande toujours des transformations profondes. Pourra-t-elle d'ailleurs un jour être pleinement satisfaite ?

Mais **on peut également se demander si, dans une période aussi troublée que l'est 2010, les Français ne sont pas plus réceptifs aux messages sécurisants plutôt que radicaux.** Le système bancaire a menacé de s'effondrer, le nombre de chômeurs augmente fortement, le moral économique des entreprises et des ménages est très incertain. Et la période a ceci de particulier que les réformes ont été amorcées *avant* que le système économique ne vacille sur ses fondements ; or, elles n'ont pas empêché la survenue de la crise. Comment l'idée d'accentuer les réformes pourrait-elle apparaître comme un recours ? D'ailleurs, l'analyse détaillée des réponses montre que le souhait de changer le fonctionnement de la société a décliné dans la plupart des groupes de la population et dans toutes les tranches d'âge.

Graphique 18 – Le souhait de réformes se tempère dans la plupart des groupes

Proportion d'individus estimant que la société a besoin de se transformer profondément (en %)

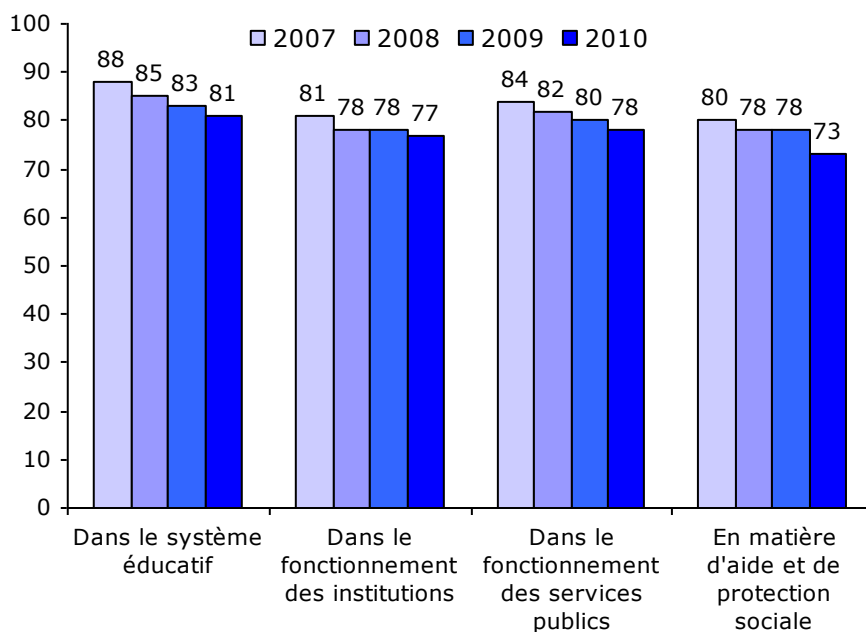


Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Le graphique suivant montre que la moindre demande de changements se décline dans de nombreux domaines d'intervention de l'Etat. Depuis 2007, le CRÉDOC a introduit quatre indicateurs permettant de suivre les attentes de réformes en matière de système éducatif, de fonctionnement des institutions et des services publics et dans le secteur de l'aide et de la protection sociale. Plus des trois quarts de nos concitoyens estiment qu'il est nécessaire de revoir en profondeur l'ensemble de ces points : **la demande de réformes est donc toujours présente. Mais elle diminue un peu chaque année depuis quatre ans.** La baisse est plus nette encore vis-à-vis du dispositif des aides sociales (-5 points entre 2009 et 2010) : peut-être l'intérêt de ces filets de sécurité apparaît-il plus clairement en temps de crise, au moment où de plus en plus de personnes se retrouvent sans emploi et sans ressources.

Graphique 19 – Moindre demande de changement dans tous les domaines

Proportion d'individus estimant qu'il est nécessaire d'apporter de profonds changements... (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

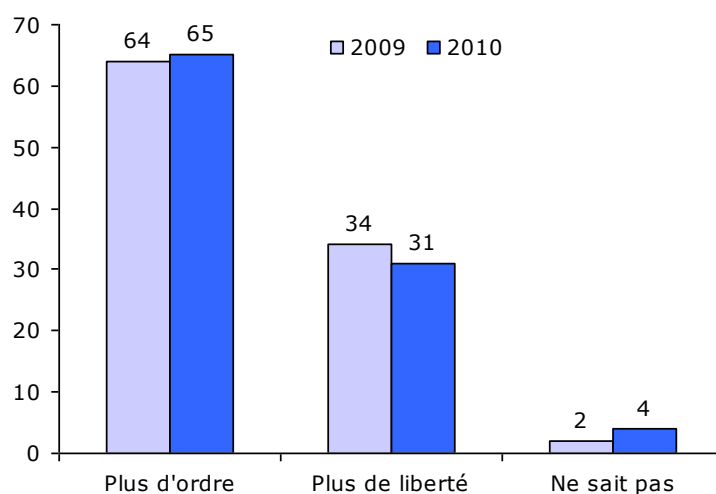
Les demandes de réformes semblent moins pressantes, mais cela ne signifie pas que la population attend moins des pouvoirs publics, ni qu'elle suggère un désengagement de l'Etat. Les failles du système bancaire et financier sont apparues au grand jour et le manque de régulation est soupçonné par beaucoup d'avoir conduit à déséquilibrer l'ensemble de l'économie. Aujourd'hui, **l'impression que l'on a un peu trop « laissé faire » est assez largement répandue dans l'opinion.** Les vives critiques à l'encontre des bonus des traders et des rémunérations des gérants de *hedge funds*, la mauvaise presse des « parachutes dorés », la chasse aux paradis fiscaux, l'émotion suscitée par le retour de profits records dans certaines banques d'investissement et les

attaques spéculatives contre la Grèce, tout cela renforce l'idée qu'il convient de remettre un peu d'ordre et de règles dans le fonctionnement économique et financier. Les résultats de l'eurobaromètre de janvier 2010 montrent ainsi que 71% des Français estiment nécessaire la mise en place de règles communes au niveau mondial pour faire face à la mondialisation, 76% estiment aussi qu'une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays européens serait efficace pour lutter contre la crise, et qu'une supervision de l'Union européenne serait utile lorsque de l'argent public sert à secourir un établissement financier⁵.

En tout cas, le désordre économique et financier renforce les attentes d'une meilleure régulation, dont on perçoit un écho dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » : en 2010, 65% de la population considèrent que, pour mieux fonctionner, la société a besoin de plus d'ordre. Cette opinion s'est renforcée par rapport à l'an dernier, au détriment de celle qui préconise davantage de liberté (31% cette année, soit 3 points de moins qu'en 2009). L'attente de règles et de repères semble plus que jamais d'actualité. Le retour au « *business as usual* », les banques qui renouent avec les profits alors que les mauvaises nouvelles sur le front de l'emploi continuent de s'accumuler, l'explosion de la dette publique qui se traduira nécessairement par un retour de bâton fiscal ou une remise en question des services publics, tout cela choque profondément l'opinion et contribue probablement à dégrader l'image des politiques, comme semble l'indiquer l'abstention record aux dernières élections régionales et européennes.

Graphique 20 – Un besoin d'ordre réaffirmé en 2010

Selon vous, la société française a-t-elle aujourd'hui besoin, pour mieux fonctionner, de plus d'ordre ou de plus de liberté ? (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

⁵ Commission européenne, Eurobaromètre standard, n° 72, janvier 2010, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/eb/eb72/eb72_fr_fr_nat.pdf

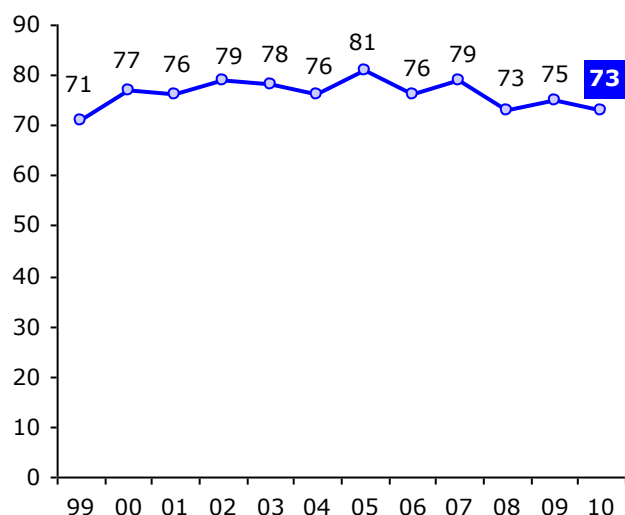
5. Le RSA peut-il modifier l'image des politiques sociales ?

La question des risques de déresponsabilisation des politiques sociales est aussi vieille que l'Etat-providence. Avant même la mise en place en Allemagne de la première assurance maladie obligatoire par le chancelier Bismarck au XIX^e siècle, les économistes « classiques » s'inquiétaient : « *ce n'est jamais sans créer pour l'avenir de grands dangers et de grandes difficultés qu'on soustrait l'individu aux conséquences de ses propres actes. Le jour où tous les citoyens diraient : 'Nous nous cotisons pour venir en aide à ceux qui ne peuvent travailler ou ne trouvent pas d'ouvrages', il serait à craindre [...] que bientôt les laborieux ne fussent réduits à être les dupes des paresseux* »⁶. Cent cinquante ans plus tard, cette problématique est plus que jamais présente au moment du remplacement du RMI par le revenu de solidarité active (RSA).

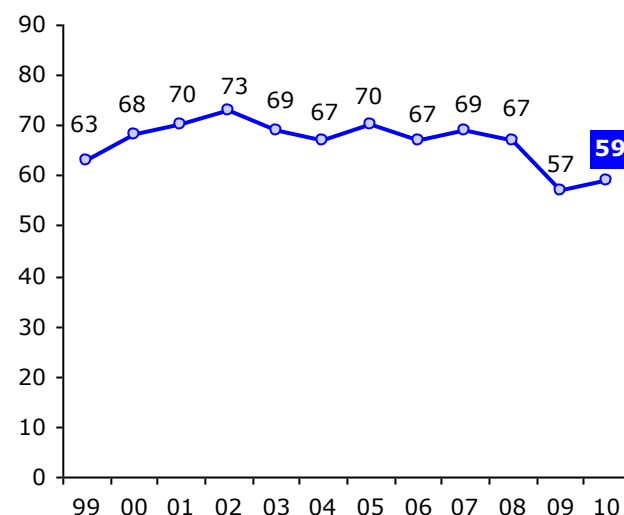
Le CRÉDOC suit depuis de nombreuses années l'évolution des opinions concernant les politiques sociales. Deux chiffres donnent la mesure des inquiétudes traversant le corps social : **73% de la population estiment qu'il est parfois plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire et 59% jugent que si les chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi.**

Graphique 21 – La crainte des effets déresponsabilisants est toujours vive

Proportion d'individus partageant l'idée qu'il « est parfois plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire » (en %)



Proportion d'individus partageant l'idée que « si les chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi » (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

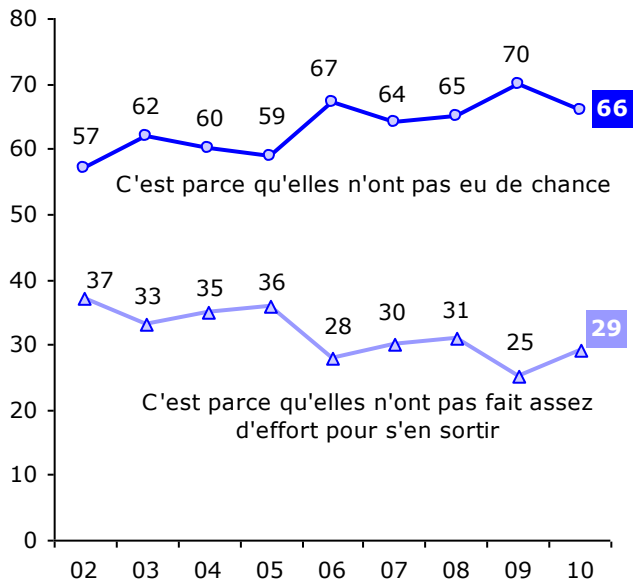
⁶ Frédéric Bastiat, « Des salaires », chapitre XIV, *Les harmonies économiques*, 1850, texte intégral sur : http://bastiat.org/fr/des_salaires.html

Mais il convient de relativiser ces chiffres car ces inquiétudes — plus souvent partagées par les seniors, les ouvriers et les classes moyennes inférieures — sont le revers de la médaille de politiques sociales qui présentent, aux yeux de l'opinion, plus d'avantages que d'inconvénients. Par exemple, **si 36% des Français considèrent que la prise en charge par la collectivité des familles aux ressources insuffisantes leur enlève tout sens des responsabilités, la grande majorité pensent plutôt que cela leur permet de vivre (60%)**. Et, d'une manière plus générale, nos concitoyens estiment plutôt que les personnes qui vivent dans la pauvreté n'ont pas eu de chance (66%) plutôt qu'elles n'ont pas fait assez d'effort pour s'en sortir (29%).

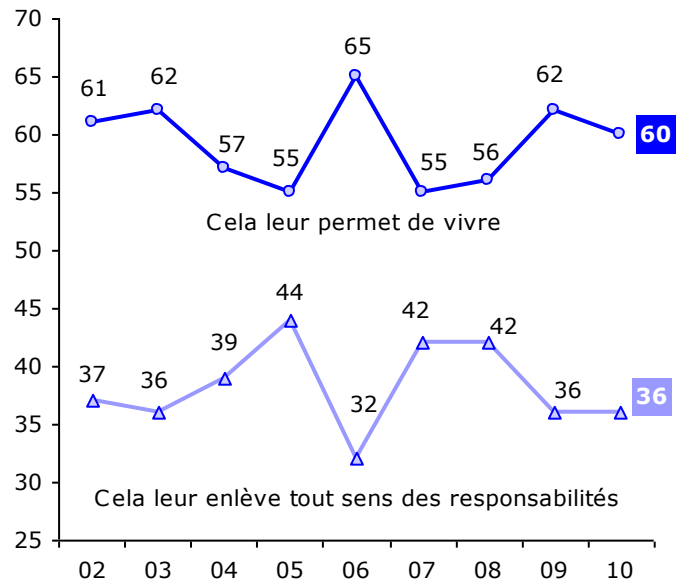
L'opinion est donc plutôt compatissante à l'égard des plus démunis et elle perçoit clairement les avantages des filets de sécurité sociale. Les jeunes, les Franciliens, les diplômés, les catégories sociales supérieures et les bas revenus en sont tout particulièrement convaincus, mais cette attitude est également majoritaire dans toutes les catégories de la population sans exception : **le soutien envers les plus démunis prédomine systématiquement sur la crainte des éventuels effets pervers**.

Graphique 22 – Malgré un léger fléchissement en 2010, la compassion à l'égard des plus démunis domine la crainte des effets déresponsabilisants

Entre les deux raisons suivantes, quelle est celle qui, selon vous, explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ? (en %)



De quelle opinion êtes-vous le plus proche : faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes... (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Même si l'on note un léger fléchissement en 2010 par rapport à 2009, cette variation n'a rien d'un retournement de tendance, car elle est de faible ampleur et ne remet pas en cause les grands équilibres. On peut cependant se poser la question de son origine. L'analyse des variations intracatégorielles d'une année sur l'autre n'apporte

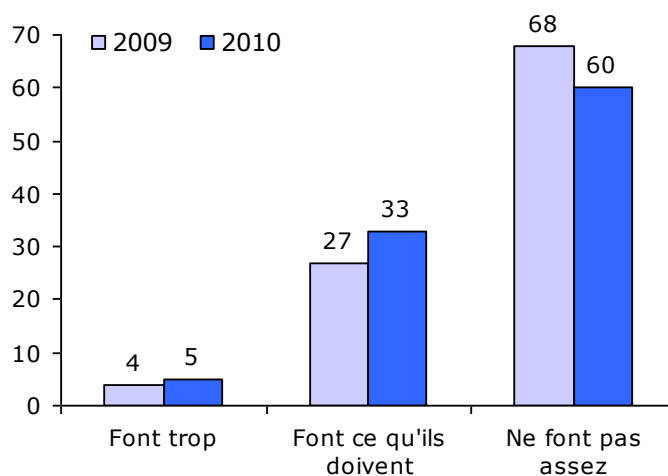
aucun indice éclairant : la diminution du pourcentage de personnes qui pensent que les pauvres n'ont pas eu de chance ou que le soutien des familles en difficultés leur permet simplement de vivre est commune à la plupart des groupes de la population (jeunes/âgés, diplômés/non-diplômés, aisés/modestes, urbains/ruraux, etc.).

Peut-être les perspectives d'une prochaine amélioration de la situation économique conduisent-elles certains à être moins indulgents avec les plus démunis. L'analyse historique des courbes précédentes semble en effet indiquer que les jugements sont plus durs à l'égard de la pauvreté en période de croissance économique alors qu'en situation de crise, la compréhension est plus spontanée. Cette hypothèse doit néanmoins être nuancée par le fait que les perspectives sur le front du chômage restent encore bien sombres. De surcroît, la variation est comprise dans un intervalle que l'on a déjà pu observer par le passé, sans explication probante.

Un autre indicateur mérite que l'on s'y intéresse. **En ce début d'année 2010, la critique d'une insuffisance de l'intervention publique en direction des plus pauvres diminue significativement.** Certes, une majorité de nos concitoyens considèrent encore que l'aide publique aux défavorisés est insuffisante (60%) — comme cela a toujours été le cas depuis 20 ans que nous suivons cette opinion —, mais le chiffre est nettement plus faible aujourd'hui qu'en 2009 (68%). Depuis un an, on compte 3 millions de personnes supplémentaires qui estiment que les pouvoirs publics « font ce qu'il faut » : le pourcentage est passé de 27% à 33% de la population.

Graphique 23 Le reproche d'une insuffisance de l'aide publique envers les plus démunis est moins vif

Estimez-vous que les pouvoirs publics font trop, font ce qu'ils doivent ou ne font pas assez pour les plus démunis ? (en %)



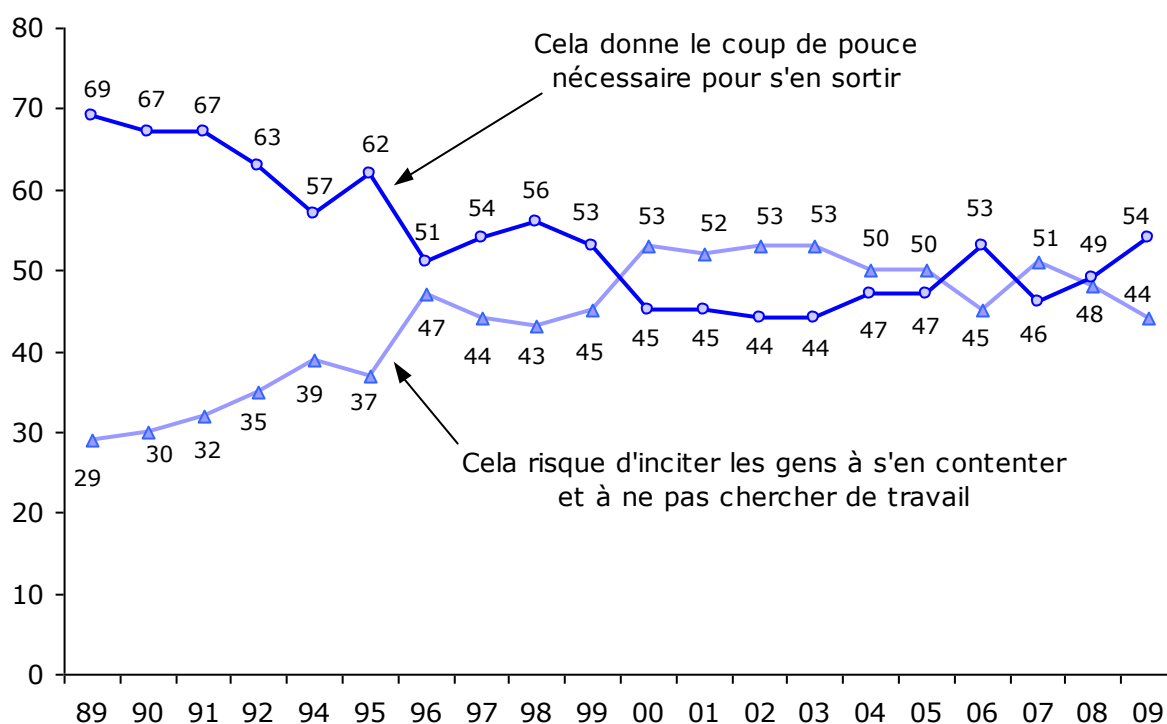
Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Mais comment ne pas évoquer ici la réforme des minima sociaux intervenue en juin 2009, liée à la mise en place du RSA ? En effet, les objectifs affichés répondaient à des attentes de l'opinion : refonte des divers dispositifs d'aides aux plus démunis dans un ensemble simplifié et garantie des compléments de ressources aux travailleurs pauvres, tout en incitant à la reprise d'activité les personnes en marge du marché de l'emploi. Dans sa philosophie, le RSA se préoccupe à la fois du soutien financier et de l'insertion professionnelle, le volet incitation au travail étant clairement mis en avant.

Soyons juste : c'était aussi le cas du RMI. Mais, au fil du temps, l'opinion avait fini par douter des effets incitatifs au retour à l'emploi. Le graphique suivant montre qu'en 1989, juste après son introduction, le RMI bénéficiait d'une image très positive : 69% considéraient alors que cela permettrait de donner un coup de pouce aux bénéficiaires, tandis que seuls 29% pensaient au contraire que cela risquait de les inciter à s'en contenter et à ne pas rechercher de travail. Dix ans plus tard, l'opinion était beaucoup plus dubitative. Certes, l'an dernier, une majorité de la population voyait d'abord les aspects positifs du RMI, mais on peut se demander si ce n'était pas seulement conjoncturel : la panique suscitée par la crise financière de l'automne 2008 a probablement fait réapparaître l'intérêt de cette aide.

Graphique 24 - La dégradation de l'image du RMI au fil du temps

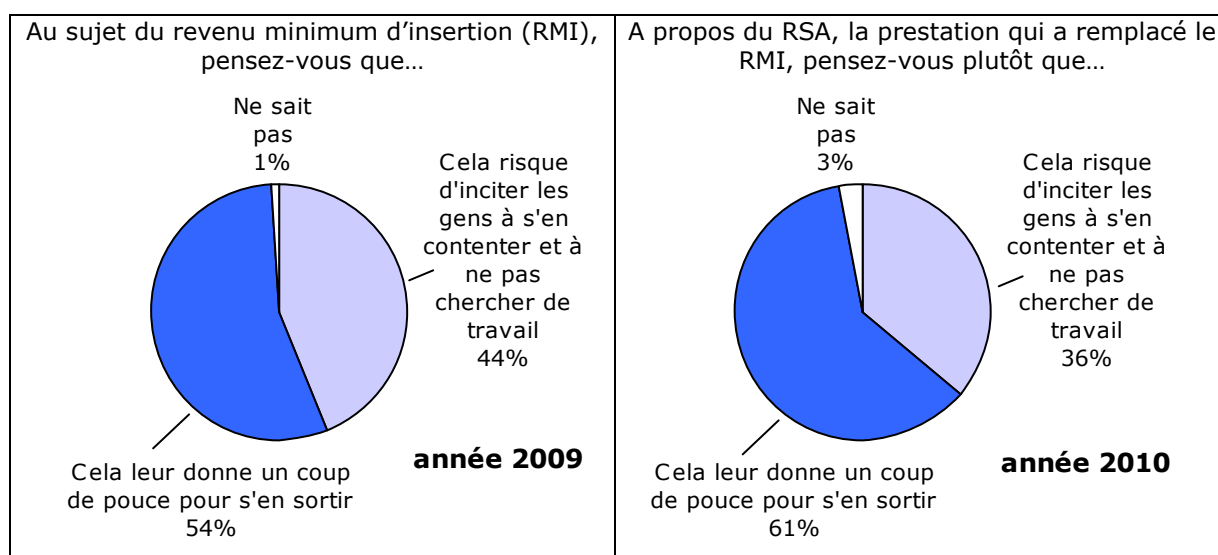
Au sujet du revenu minimum d'insertion (RMI), pensez-vous que... (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Il est difficile de mettre tout à fait sur le même plan le RMI et le RSA ; aussi n'avons-nous pas prolongé la courbe précédente avec les données du début d'année 2010. Néanmoins, nous avons posé cette année exactement la même question aux enquêtés à propos du RSA que celle que nous avons posée l'an dernier à propos du RMI. Et les résultats semblent plutôt encourageant pour la nouvelle prestation : **61% des personnes interrogées pensent que le RSA donne aux bénéficiaires un coup de pouce pour s'en sortir ; la proportion est supérieure de 7 points à celle enregistrée l'an dernier pour le RMI.** Ce résultat est à mettre au crédit de la réforme en elle-même et non à la faveur de la conjoncture, car nous avons vu plus haut que certains de nos compatriotes, anticipant une amélioration de la situation économique, tendent à se montrer moins compatissants avec les plus démunis cette année.

Graphique 25 – Le RSA semble bénéficier d'une meilleure image que le RMI



Source : CRÉDOC, enquêtes sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », 2009 et 2010

Les premiers pas du RSA dans l'opinion publique semblent donc plutôt prometteurs. Sans bénéficier du capital confiance qu'avait le RMI à l'époque de son lancement, le RSA démarre mieux que le RMI ne s'était achevé. De surcroît, **la réforme aura eu comme bénéfice secondaire de donner le sentiment aux Français que les pouvoirs publics jouent mieux leur rôle auprès des plus démunis, tout en rassurant ceux qui s'inquiètent des effets pervers des politiques sociales.**

C'est en particulier dans les groupes où l'on s'inquiétait le plus l'an dernier des effets déresponsabilisants du RMI que les changements d'attitudes ont été les plus spectaculaires (travailleurs indépendants, retraités non-diplômés, cf. Tableau 5). Et même parmi les plus critiques vis-à-vis des politiques sociales, on note un changement d'attitude très net.

Tableau 5 – Le RSA rassure ceux qui s'inquiétaient des effets pervers du RMI

	Proportion d'individus qui pensent que le RMI risque d'inciter les gens à s'en contenter et à ne pas chercher de travail (en %)	Proportion d'individus qui pensent que le RSA risque d'inciter les gens à s'en contenter et à ne pas chercher de travail (en %)	Evolution RMI 2009 – RSA 2010 (en point de %)
	2009	2010	2009-2010
Travailleur indépendant	53	33	- 20
Aucun diplôme	52	43	- 9
2 000 à 20 000 habitants	50	39	- 11
Retraité	50	39	- 11
Pense que si certaines personnes vivent dans la pauvreté, c'est parce qu'elles n'ont pas fait assez d'effort	67	55	- 12
Pense que la prise en charge par la collectivité des familles défavorisées leur enlève tout sens des responsabilités	65	53	- 12
Ensemble de la population	44	36	- 8

Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

6. Les attitudes par rapport à l'environnement pourraient-elles durablement changer ?

Plusieurs événements de l'année 2009 et du début 2010 donnent à penser que les préoccupations pour l'environnement devraient occuper une place de plus en plus importante dans la vie de nos concitoyens : le très bon score des écologistes aux élections européennes en juin 2009, le succès du film de Yann Arthus-Bertrand — *Home*, ce documentaire mettant en garde l'opinion contre les menaces qui pèsent sur notre planète —, l'attention suscitée par la préparation du sommet de Copenhague, lequel a mobilisé des milliers de journalistes, de femmes et d'hommes politiques en France et à travers le monde, et, en mars 2010, la confirmation de l'ancrage des écologistes dans le paysage politique lors des élections régionales.

Mais l'année qui s'est écoulée a également été le théâtre de manifestations contradictoires, révélant un certain trouble de l'opinion. Tout d'abord, le sommet mondial sur le changement climatique n'a pas eu le succès espéré : il a plutôt mis en lumière les divergences d'intérêts économiques de nations finalement assez peu disposées à faire des concessions. Quelques mois plus tard, l'échec de l'Europe et des Etats-Unis à convaincre qu'il était nécessaire d'interdire la pêche du thon rouge — emblème des menaces qui pèsent sur la biodiversité — a ravivé le sentiment, déjà profondément ancré, que les enjeux économiques passent avant la protection de la planète. Tout au long de l'année 2009, les polémiques au sujet du réchauffement climatique se sont multipliées : soupçons de manipulation de l'opinion, contestation de plus en plus nourrie de la réalité du réchauffement et de ses causes probables... Les tenants du réchauffement climatique se voient reprocher d'abord un certain catastrophisme, ensuite une tendance à réduire la complexité des enjeux environnementaux au seul indice carbone et enfin une subordination des enjeux sociétaux aux questions environnementales alors même que le nombre de chômeurs ne cesse de croître et que le pouvoir d'achat reste l'une des principales préoccupations de la population.

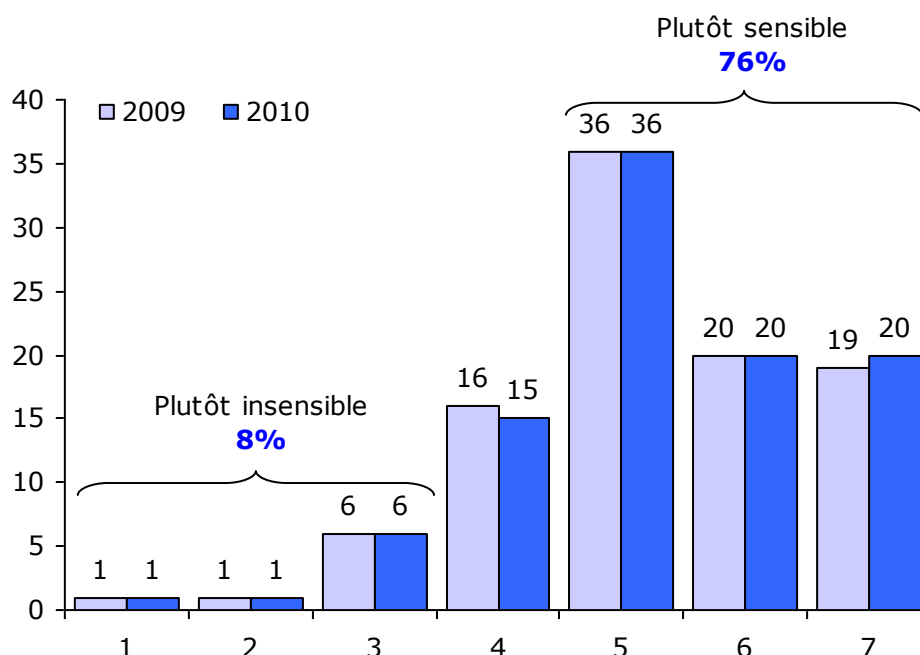
On trouve dans l'enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » des manifestations de cette **ambivalence de l'opinion**. Commençons par rappeler qu'une très large majorité de nos concitoyens se sentent concernés par les problèmes d'environnement : c'est le cas de 76% de la population, et 20% s'y disent même « très sensibles ». A l'opposé, seuls 20% se sentent assez peu concernés (dont seul 1% « totalement insensible »). Depuis 6 années que nous suivons cet indicateur, la proportion d'individus plutôt sensibles à l'environnement se maintient entre 75% et 77% et l'on observe assez peu de variations selon la catégorie sociale, l'âge, le niveau de

diplôme ou de revenu des enquêtés. En un mot, **la sensibilité à l'environnement semble s'être durablement ancrée dans toutes les composantes du corps social.**

Graphique 26

Les trois quarts de la population se disent sensibles aux problèmes d'environnement

Chacun peut se sentir plus ou moins concerné par les problèmes d'environnement. Vous-même, pouvez-vous vous classer sur une échelle de sensibilité à l'environnement, de 1 si vous y êtes « totalement insensible » à 7 si vous y êtes « très sensible » ? (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

En revanche, **les Français sont très majoritairement opposés à l'idée de payer plus de taxes directement affectées à la défense de l'environnement, et cette attitude se renforce depuis quatre années.** En effet, au début 2010, seuls 33% de nos concitoyens sont disposés à un effort fiscal pour lutter contre la dégradation de l'environnement : c'est 1 point de moins qu'en 2009 et 9 de moins qu'en 2006.

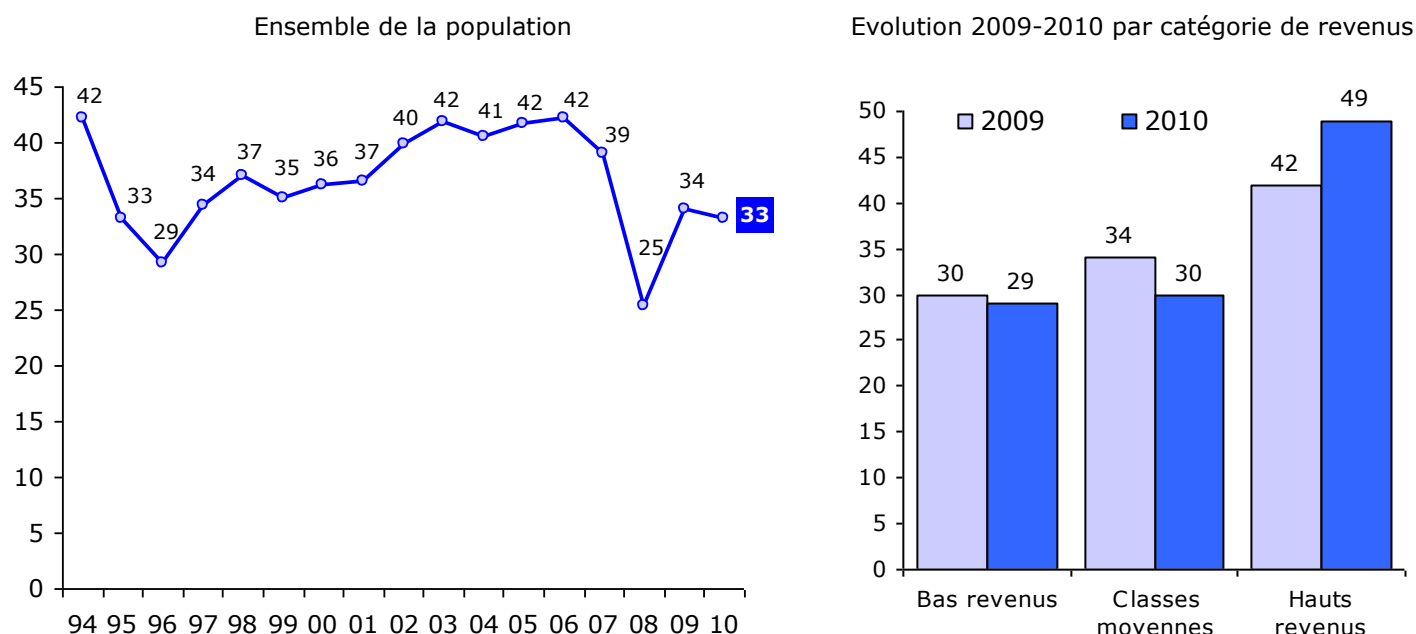
Que s'est-il passé dans l'intervalle ? Plusieurs explications peuvent être avancées. On notera tout d'abord que l'acceptation de payer des taxes pour l'environnement s'est effondrée en 2008 lorsque l'inflation était au plus haut en France et que les revendications vis-à-vis du pouvoir d'achat étaient à leur comble (cf. le premier chapitre de cette note, p. 12). Demander à la population d'acquiescer davantage de taxes à un moment où elle éprouve de plus en plus de difficultés à joindre les deux bouts⁷ tient de la gageure. D'ailleurs, il est frappant de constater l'actuelle divergence de point de vue entre les hauts revenus d'un côté et les classes moyennes et populaires de l'autre : non

⁷ Sur la question du pouvoir d'achat, voir R. Bigot, *Fins de mois difficiles pour les classes moyennes*, Editions de l'Aube, Paris, 2010.

seulement les plus aisés sont davantage disposés à payer plus de taxes « vertes », mais ils le sont encore plus cette année, contrairement aux bas revenus et aux classes moyennes, dont la réticence s'est renforcée ces douze derniers mois.

Graphique 27 - Une réticence croissante à payer des taxes pour l'environnement, notamment chez les classes moyennes et les bas revenus

Proportion d'individus qui, pour lutter contre la dégradation de l'environnement, seraient disposés à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Note : Les « bas revenus » correspondent aux 30% de la population les plus modestes, les « hauts revenus » correspondent aux 20% les plus aisés ; les « classes moyennes » rassemblent 50% de la population et se situent entre les deux.

L'autre interprétation est peut-être à chercher du côté des politiques fiscales. Une partie de la population avait largement souscrit à l'idée, au moment de l'élection présidentielle, que les impôts ne devraient pas augmenter. Le « bouclier fiscal » a notamment incarné cette promesse ; l'abaissement de l'impôt sur les successions aussi ; la suppression du deuxième tiers provisionnel des contribuables de la première tranche de l'impôt sur le revenu a été particulièrement appréciée par les bénéficiaires sans que les hauts revenus en prennent ombrage, ni que les bas revenus s'en émeuvent. Mais ces dernières années ont également vu l'introduction de nouvelles taxes⁸ qui, même si elles ne concernent pas toutes directement les ménages, donnent l'impression d'une inflation fiscale qui complique un système de prélèvements obligatoires déjà jugé labyrinthique. Ce qui conduit certains à penser que ce n'est certainement pas le moment d'inventer encore un

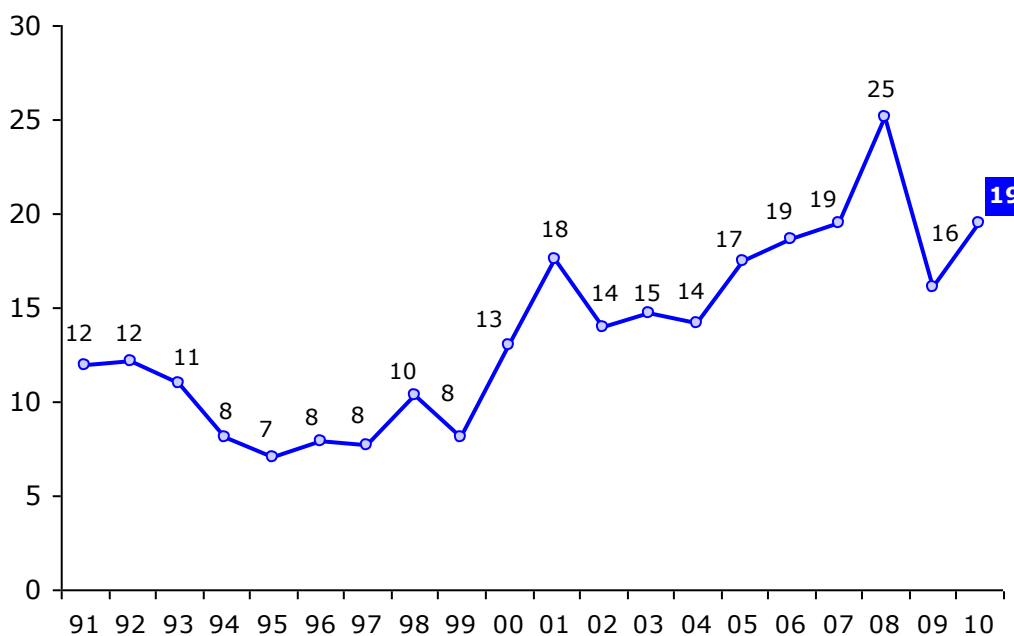
⁸ Taxe supplémentaire de 1,1% sur les revenus du capital pour financer le RSA, « écopastille » sur les véhicules neufs les plus polluants, taxe sur les lubrifiants, contribution sociale sur les stocks-options, taxe sur les mutuelles et complémentaires de santé, taxe sur les poissons, les crustacés et les mollusques...

nouvel impôt — on pense ici bien sûr au projet de taxe carbone, largement rejeté par l'opinion.

Le graphique suivant présente l'évolution de la proportion d'individus qui considèrent que l'environnement constitue l'une de leurs deux principales préoccupations, les enquêtés devant choisir notamment entre le chômage, la pauvreté, les maladies graves, l'insécurité, les tensions internationales, l'immigration, l'Europe, etc. Le tableau complet a été présenté plus haut, p. 18.

Graphique 28 - Se préoccuper de l'environnement : une tendance croissante relativisée par des inflexions conjoncturelles

Proportion d'individus qui citent la dégradation de l'environnement comme l'un des deux sujets qui les préoccupent le plus (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

On observe tout d'abord que **les préoccupations pour l'environnement ont tendance à croître sur longue période** : seuls 7% de la population citaient ce problème comme l'un de leurs deux principaux sujets d'inquiétudes en 1995, contre 19% aujourd'hui. Mais au-delà de cette tendance de fond, on note aussi d'importantes variations conjoncturelles. Par exemple, la courbe marque un pic en 2008, reflétant l'élan suscité par le Grenelle de l'environnement à l'automne 2007 : jamais l'opinion n'avait porté aussi haut les couleurs de l'écologie. Mais l'année suivante, après le passage de la tornade financière, ce sujet recule nettement, effaçant quatre années de hausse consécutive : la peur du chômage revient au galop, repoussant au second plan la question de l'avenir de la planète. On avait observé un phénomène assez similaire lors de la crise économique précédente : entre 1992 et 1995, les inquiétudes vis-à-vis de la

pauvreté et du chômage étaient telles que la question environnementale avait paru relativement moins urgente. Mais 2010 présente cette particularité que le souci de l'environnement est ravivé alors que même l'inquiétude pour le chômage continue de croître. Le phénomène est atypique : lors des phases précédentes, l'écologie profitait plutôt des périodes de conjoncture économique favorables.

Cela nous conduit à changer radicalement de perspective : **plutôt que d'opposer l'urgence de l'environnement à celle du chômage, ne peut-on se demander si, aujourd'hui, la crise économique ne prépare pas le lit d'un changement profond des attitudes en matière de consommation et de développement durables ?** Nous l'évoquons au cours du premier chapitre : les deux dernières années, marquées par la succession de deux chocs économiques (forte érosion du pouvoir d'achat entre l'été 2007 et l'été 2008, puis entrée en récession en hiver 2008-2009), ont conduit les ménages à revoir leurs priorités. Non seulement les Français n'ont pas bénéficié des augmentations de revenu espérées, mais le chômage va dorénavant exercer une pression à la baisse sur les salaires (difficile de négocier des augmentations salariales en période de sous-emploi). Les perspectives d'amélioration du niveau de vie se réduisant comme peau de chagrin, les consommateurs mettent de l'argent de côté pour les mauvais jours. Ils restreignent leurs dépenses et expérimentent de nouveaux modes de vie, plus économes. **Le « consommer plus » se transforme progressivement en « consommer mieux » : il s'agit de maintenir une certaine qualité de vie tout en dépensant moins.** Les ménages procèdent à des arbitrages dans leurs dépenses, éliminent le superflu pour se concentrer sur l'essentiel. Les stratégies d'achat « malin » se multiplient : choix de produits dégriffés ou sortis d'usine, succès des ventes privées, recours au *low cost* ou aux réservations à la dernière minute... Autre phénomène intéressant, les ventes de produits d'occasion ont le vent en poupe : le succès des ventes aux enchères sur Internet ou des brocantes et autres vides-greniers en attestent. Le besoin de posséder et d'accumuler des objets se fait moins impérieux, les consommateurs se concentrant davantage sur la valeur d'usage des produits⁹.

Le secteur des vacances et du tourisme est, à cet égard, illustratif des changements profonds qui sont à l'œuvre aujourd'hui. On pouvait craindre que la crise économique se traduise par une diminution des départs en vacances. Les récentes études du CRÉDOC¹⁰ infirment cette hypothèse : nos concitoyens partent aussi souvent en vacances qu'avant, mais pas tout à fait dans les mêmes conditions. Ils partent moins loin, vers des

⁹ Philippe Moati, « Cette crise est aussi une crise du modèle de consommation », *Temps modernes*, n°655, septembre-octobre 2009.

¹⁰ Sandra Hoibian, sous la direction de Georges Hatchuel : « 2009, avec la crise, la recherche de vacances économes se développe », collection des rapports du CRÉDOC, n°265, mars 2010.

destinations moins coûteuses, chez leurs amis ou dans leur famille plutôt qu'à l'hôtel ; ils limitent leurs dépenses de restauration et les activités jugées trop coûteuses ; ils redécouvrent les destinations authentiques des terroirs et délaissent les destinations ostentatoires ou surévaluées.

Ces tendances émergentes témoignent d'une **attitude plus responsable**¹¹ où la **consommation raisonnée renvoie aussi à la consommation durable** : le tri des déchets s'intensifie et les consommateurs eux-mêmes font de plus en plus attention à acheter des produits générant moins de déchets¹², la consommation de produits issus de l'agriculture biologique se développe¹³, les Français achètent des voitures moins puissantes, plus économes en énergie fossile et émettant moins de gaz carbonique¹⁴. Nombreux sont les indicateurs qui témoignent d'un changement progressif des comportements en matière de protection de l'environnement. Ainsi, dans bien des domaines, il apparaît aux consommateurs que **les préoccupations pour maintenir une certaine qualité de vie rejoignent le souci de préserver planète.**

¹¹ Franck Delpal et Georges Hatchuel, « La consommation engagée s'affirme comme une tendance durable », *Consommation & Modes de Vie*, n° 201, CRÉDOC, mars 2007, <http://www.credoc.fr/pdf/4p/201.pdf>

¹² ADEME, Tableau de bord de la prévention de la production des déchets, mars 2010.

¹³ Agence Bio, *Baromètre de consommation et de perception des produits biologiques en France*, Rapport n°0901164, Edition 2009.

¹⁴ *Mémento de statistiques des transports*, SOeS (Service de l'observation et des statistiques), Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer, Commissariat général au développement durable.

Conclusion : « comme un ciel où l'on n'ose espérer que l'orage s'éloigne »¹⁵

Pourquoi ne pas affirmer, en conclusion de cette note – et c'est là un de ses principaux enseignements –, qu'**au début 2010, les Français osent à peine croire que le pire est derrière eux ?** Car la crise fut si soudaine que personne n'a vraiment senti le vent du boulet et l'**opinion, traumatisée**, gardera longtemps le souvenir de ce choc d'une brutalité peut-être d'autant plus exceptionnelle qu'il est intervenu après plusieurs années consécutives de dégradation du moral des ménages, à un moment où l'exaspération de la population à l'égard de l'évolution de son pouvoir d'achat était déjà à son comble. Un chiffre résume bien ce désarroi : aujourd'hui, **50% de la population considèrent que leur niveau de vie s'est dégradé au cours des dix dernières années ; c'est un point de plus qu'en 2009, mais c'est surtout le record depuis 32 ans que notre système d'enquêtes existe.**

A vrai dire, la progression du chômage constitue aujourd'hui la principale menace identifiée par la population. Le sous-emploi est en effet redevenu le premier sujet de préoccupation des Français : 71% d'entre eux sont inquiets, pour eux-mêmes et pour leurs proches, du risque du chômage (ce chiffre a progressé encore de 2 points ces douze derniers mois). Or, les signes de reprise économique sont encore timides et le retour à une croissance susceptible d'endiguer les destructions d'emploi n'est pas attendu avant plusieurs trimestres. Pendant de nombreux mois encore, le corps social baignera certainement dans une ambiance délétère qui pourrait être lourde de conséquences sur la confiance et donc sur la reprise.

En regardant les choses du bon côté, on conviendra que **les plus optimistes de nos concitoyens perçoivent quelques lumières – certes vacillantes – sur le chemin conduisant vers des horizons plus dégagés** : 23% de la population pensent que leurs conditions de vie vont s'améliorer dans les cinq prochaines années ; ce chiffre est très inférieur aux anticipations négatives, mais il a progressé de 4 points cette année. Les cadres, les professions intellectuelles supérieures et les diplômés, qui ont été davantage épargnés par le choc, sont aussi les plus confiants dans un prochain rebond. D'ailleurs, **l'indicateur résumé du moral de l'ensemble de la population élaboré par le CRÉDOC, après avoir atteint un point bas historique en 2009, semble commencer à s'orienter à la hausse** (+6,6 points en un an).

¹⁵ François Mauriac, *Génitrix*, Grasset, Paris, 1923.

Mais il convient de garder à l'esprit qu'**une très grande majorité de nos concitoyens craignent que la situation continue de se détériorer** : 77% estiment que le chômage va croître pendant plusieurs années et 44% craignent que leurs conditions de vie se dégradent à l'avenir. Parmi les scénarios envisageables, une reprise en « W » n'est malheureusement pas à écarter. Ce fut le cas après la récession de 1993 : au lieu de la reprise attendue, l'économie replongea en 1995 et la réelle sortie de crise n'intervint que deux ans plus tard. En réalité, c'est la situation sur le front de l'emploi qui sera déterminante : **chaque mois qui verra augmenter le taux de chômage contribuera à entretenir le profond malaise des Français et à faire vaciller leur confiance dans l'avenir.**

Changeons de perspective : quittons un instant l'analyse conjoncturelle pour tenter de nous projeter dans l'avenir. Les grandes crises économiques sont parfois le théâtre de bouleversements sociétaux majeurs, en particulier lorsqu'elles viennent cristalliser des tendances jusque-là émergentes. Ces dernières années, le CRÉDOC a identifié **plusieurs signaux qui témoignent d'une certaine remise en question des modes de consommation traditionnels** : développement de la consommation éthique et citoyenne, préoccupation croissante pour l'environnement, recherche accrue des moyens de consommer mieux tout en dépensant moins, lassitude à l'égard de l'hyperconsommation, désaffection vis-à-vis des marques... **La crise économique pourrait renforcer ces tendances** : en effet, l'augmentation du chômage et le coup de frein sur le pouvoir d'achat conduisent nos concitoyens à procéder de plus en plus d'arbitrages. La consommation « frénétique » n'est plus possible en période de « vaches maigres » ; pour maintenir son niveau de vie, il faut revoir sa manière de dépenser.

A cet égard, un des signaux de l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » qui surprend le plus au début 2010 consiste dans **l'augmentation du nombre de salariés qui souhaitent davantage de temps libre plutôt qu'une augmentation de leur pouvoir d'achat**. Ce mouvement est étonnant car nos concitoyens ressentent une dégradation continue de leur niveau de vie depuis 2000 et ils étaient chaque année plus nombreux à réclamer des hausses de revenus. Or, 2010 confirme l'inversion de tendance amorcée en 2009. Nous suggérons une hypothèse : confrontés à la crise et déçus de ne pas voir venir l'augmentation de pouvoir d'achat attendue, les Français se demandent si leur investissement dans la sphère professionnelle mérite autant d'effort. L'augmentation du malaise ressenti au travail ces derniers mois va un peu dans le même sens. Nous avons assisté à un phénomène similaire durant les quatre années suivant la crise de 1993 : **la hausse du chômage contraint les consommateurs à revoir leurs priorités.**

Dans **ce contexte de ré-allocation des ressources, il nous semble que l'écologie pourrait aujourd'hui constituer l'un des principaux axes de développement de nouveaux modes de consommation.** L'enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » montre en effet que les préoccupations pour l'environnement occupent une place de plus en plus importante dans les aspirations des nos concitoyens ; les bons résultats des écologistes aux élections européennes et régionales confirment le souhait d'une meilleure prise en compte de la planète ; le contexte institutionnel apparaît propice à ces orientations ; et les entreprises ont par ailleurs bien compris l'intérêt d'un marketing « vert ». En un mot, les éléments ne sont-ils pas aujourd'hui réunis pour un **nouveau paradigme économique recentré autour du développement durable ?** Les deux prochaines années apporteront des éléments d'infirmité ou de confirmation de cette hypothèse.

Annexe : une visualisation de l'état de l'opinion au début 2010

Réalisée depuis trente-deux ans, l'enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* » permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'état de l'opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'une série de variables significatives.

Seize de ces variables sont, chaque année, sélectionnées pour définir ce que l'on appelle « **l'Espace Général des Opinions des Français** »¹⁶. La particularité de cette analyse est qu'elle repose sur des variables qui ne sont pas relatives à des situations objectives, mais à des **données de perceptions et d'opinions**. Il s'agit, d'une part d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie personnelles (cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son état de santé ou de son budget...) et d'autre part, de jugements généraux qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, le système de santé, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

La batterie des questions retenues, utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples, permet donc de construire, sur l'ensemble de la période¹⁷, *l'Espace Général des Opinions des Français*. Cette construction permet d'observer à la fois la trajectoire suivie dans cet Espace par **l'ensemble** de la population française depuis 1979 (on peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 2010) et la façon dont les différents **groupes socio-démographiques** se situent dans cet Espace à chaque période d'enquêtes, et surtout ces dernières années.

Il ressort de cette analyse que **le moral des ménages semble rebondir au début 2010**. Après avoir atteint un pessimisme record en 2009, la plupart des groupes de la population semblent exprimer un léger mieux. Nous sommes cependant loin d'avoir quitté « la zone de danger » et 2010 fait partie des 3 années les plus défavorables depuis la création de notre indicateur en 1979 ; il reste que **le rebond de cette année est net : il semble mettre fin à ce qui ressemblait à une interminable dégradation du moral de la population, débutée en 2001**. L'autre résultat majeur tient à la progression des valeurs modernistes dans l'ensemble du corps social.

¹⁶ On trouvera la liste des variables retenues page 45.

¹⁷ Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions. Voir, en particulier, « *L'Espace des Opinions des Français - 19 ans d'observations* », Cahier de Recherche du CREDOC, n° 122, octobre 1998. Cette relative stabilité se confirme une nouvelle fois cette année

Liste des seize variables actives de l'analyse

- Evolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Evolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Evolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement (arrive à y faire face ou pas).
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société (réformes radicales ou non).
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

1. L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 2010)

Seize variables actives contribuent à la construction de « l'Espace Général des Opinions des Français »¹⁸.

Cet espace met en évidence quatre zones d'opinions très marquées, qui proviennent de la combinaison des deux clivages « **satisfaction/insatisfaction** » et « **modernisme/traditionalisme** » (Graphique A1).

Le premier axe : Satisfaction /Insatisfaction

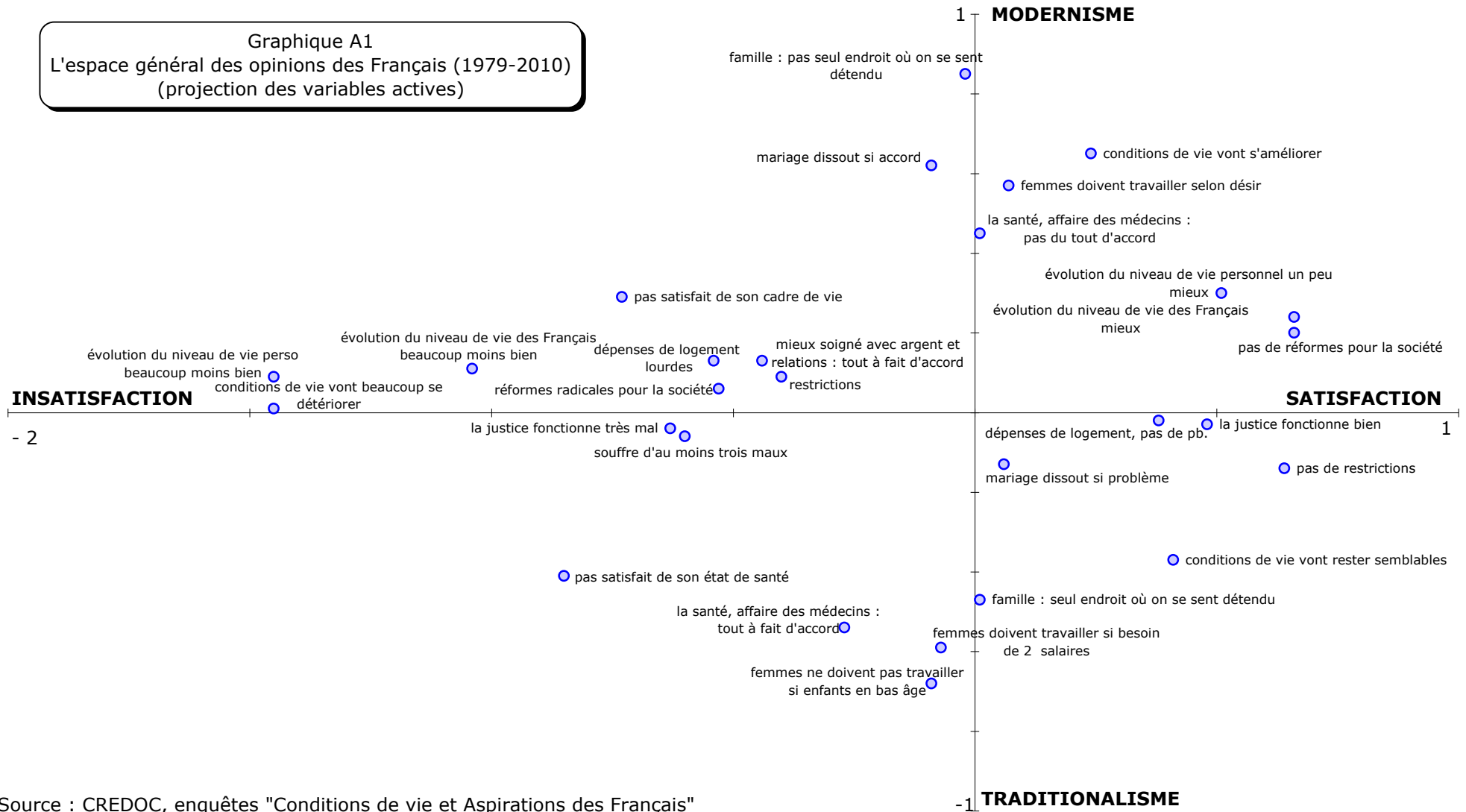
Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. **Il existe donc une propension à être systématiquement satisfait ou insatisfait.**

Ainsi, à gauche de la carte (Graphique A1), figurent les individus "mécontents", qui pensent que leur niveau de vie personnel est beaucoup moins bon depuis dix ans et que leurs conditions de vie vont beaucoup se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ne sont pas satisfaits de leur état de santé, ni de leur cadre de vie, et déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent plus fréquemment des réformes radicales de la société française.

A l'opposé (à droite du Graphique A1), se situe la zone dite de "satisfaction" qui est, au contraire, marquée par un relatif optimisme : on pense là davantage que le niveau de vie des Français et le sien propre vont mieux depuis dix ans, que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq prochaines années. Les individus de cette zone ne s'imposent pas régulièrement de restrictions. Ils ne pensent pas que la société française a besoin de transformations profondes et ils estiment que la justice fonctionne bien.

¹⁸ Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 64 000 individus (trente-deux vagues d'enquêtes).

Graphique A1
 L'espace général des opinions des Français (1979-2010)
 (projection des variables actives)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Le deuxième axe : Traditionalisme/Modernisme

Le **deuxième axe**, dont le contenu se résume, pour beaucoup, à l'opposition « modernisme-traditionalisme » en matière de mœurs, se détermine d'abord à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

Au Nord du graphique, se projettent les individus ayant des opinions dites « modernistes » en matière de mœurs : ils pensent plutôt que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes devraient pouvoir travailler quand elles le désirent.

Mais on observe également que figurent au Nord les individus les plus confiants envers leurs conditions de vie prochaines : cette variable, représentative d'une certaine confiance envers l'avenir, exerce davantage d'influence depuis le début 2000. Le modernisme en matière de mœurs s'accompagne donc fréquemment d'une confiance en l'avenir plus accentuée.

A l'inverse, au Sud du graphique, on trouve les « traditionalistes », qui estiment que le mariage est une union indissoluble, que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien, que les femmes ne doivent pas travailler si elles ont des enfants en bas âge ou qu'elles ne doivent le faire que si la famille n'arrive pas à vivre avec un seul salaire.

2. Trente-deux ans d'évolution des opinions

La projection dans l'espace défini ci-dessus de la variable « année d'enquête » permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population depuis le début 1979 (Graphique A2).

Le corps social a connu, dans cette période, de nombreux revirements et inflexions. Si l'on se contente de comparer le début et la fin de la période, **le mouvement général s'est fait en direction d'un plus grand modernisme et d'une certaine insatisfaction.**

En bas à gauche de la carte, on repère très clairement les années noires du milieu des années 1990, dans le sillage de la crise économique de 1993. Nous avons souvent fait référence, dans cette note, à cette ancienne récession mais elle était bien différente sur au moins deux points par rapport à celle que nous traversons actuellement : la morosité

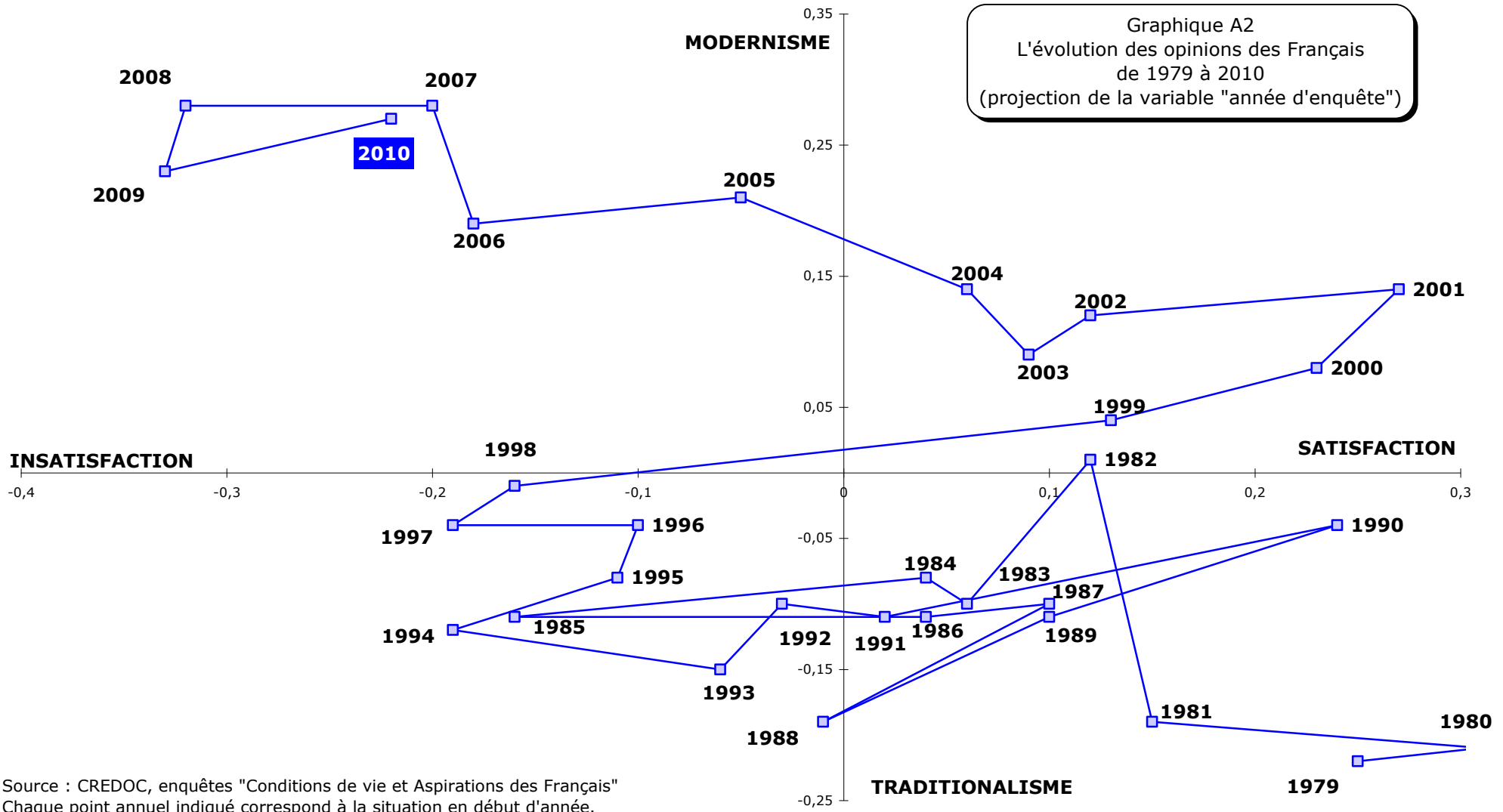
était moins prononcée qu'aujourd'hui, et nos concitoyens étaient beaucoup plus traditionalistes qu'ils ne le sont en 2010.

La remontée du moral des ménages à partir de 1998 est spectaculaire : entre 1998 et 1999, l'opinion bascule radicalement de l'insatisfaction à la satisfaction, jamais l'opinion n'avait parcouru un tel chemin en si peu de temps. Et c'est également à ce moment que l'opinion bascule vers plus de modernité. Décidément, les années Internet furent exceptionnelles à plus d'un titre.

On visualise aussi sur la carte la « descente aux enfers » intervenue de 2001 à 2009 : huit années consécutives de dégradation du moral des ménages, se manifestant sur le graphique par une traversée de part en part de l'espace des opinions. 2007, 2008, 2009 et 2010 resteront les années les plus désastreuses pour le moral de nos concitoyens depuis trente ans, les records précédents de mécontentement ayant largement été franchis.

Mais le résultat le plus remarquable en 2010 est le début de retournement de situation. 2010 reste dans une zone extrêmement défavorable, mais le revirement par rapport à 2009 est incontestable. Et si ce mouvement devait se prolonger en 2011 dans les mêmes proportions, nous serions enfin sortis de cette terrible passe.

Le pire scénario serait une reprise en « W ». Ce fut le cas après la crise de 1993. Sur la carte, on observe une amélioration entre 1994 et 1995, voire 1996. Mais dès 1997, le moral replongeait. La véritable sortie de crise n'aura pas lieu en 1995, mais en 1998, trois ans plus tard.



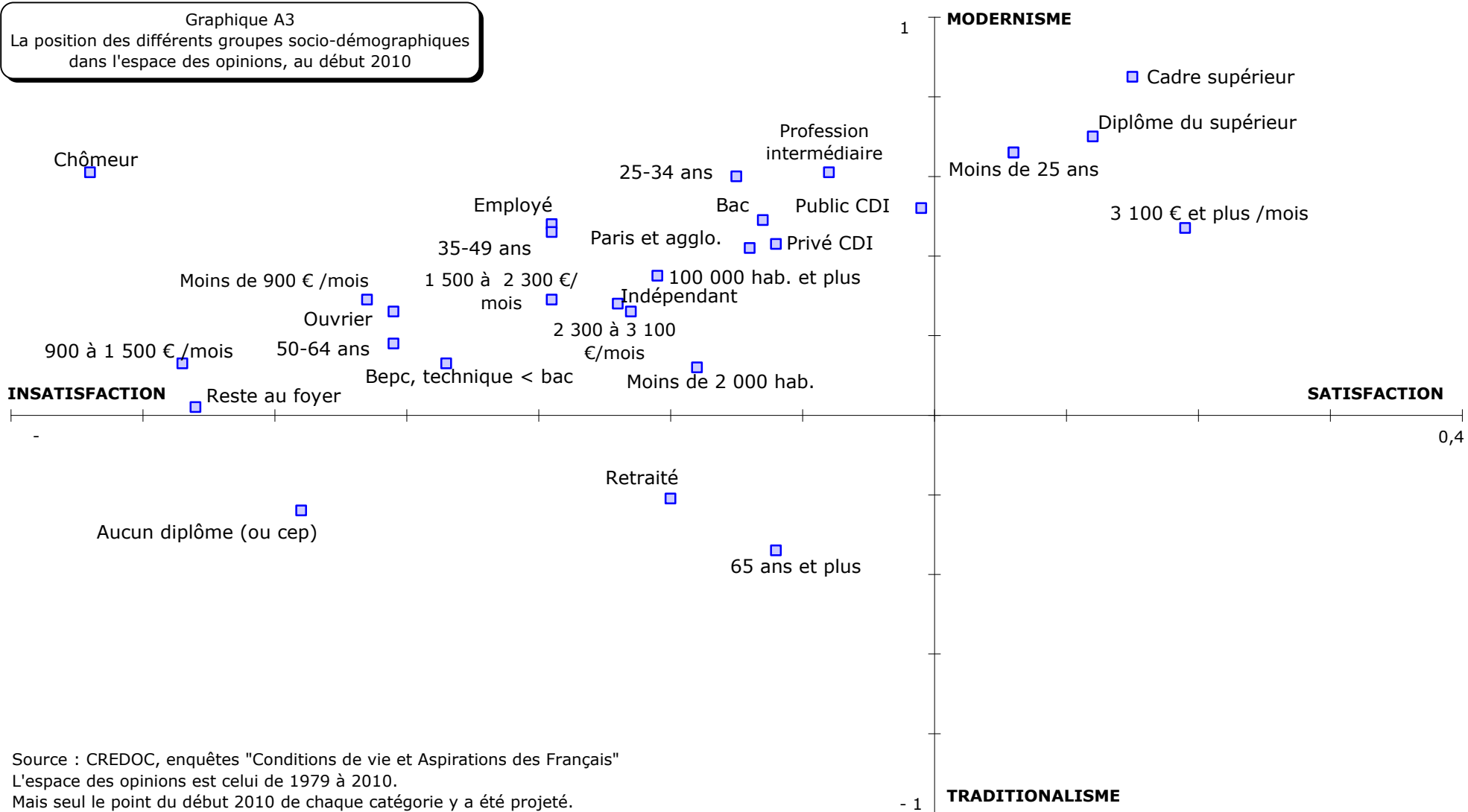
Sur la carte de la page suivante, on visualise la position actuelle (début 2010) de chacune des catégories de la population dans l'Espace des opinions. La dispersion des points sur la carte donne la mesure de la diversité des situations de chacun.

La principale dimension départageant les uns et les autres est l'axe de satisfaction / insatisfaction. L'état d'esprit des chômeurs est à mille lieues de celui des cadres et des professions intellectuelles supérieures. Les bas revenus, les non-diplômés, les personnes au foyer, les ouvriers, les 50-65 ans sont en pleine détresse. Ils figurent aux avants postes du mécontentement, largement partagé par la plupart des groupes. A l'inverse, les hauts revenus, les 18-25 ans, les diplômés du supérieur et les cadres font preuve d'un contentement qui détonne dans le paysage.

Par rapport à 2009, le changement le plus frappant consiste précisément dans la présence de ces quatre catégories dans le quart Nord-Est de la carte, qui était complètement déserté l'an dernier — une situation jamais connue depuis que l'enquête existe. Finalement, le retour dans la zone de satisfaction de ces groupes correspond à quelque chose de plus habituel. Il était anormal que toutes les catégories sans exception voient les choses aussi négativement. En étant optimiste, on peut supposer que ce retour vers la zone de satisfaction de quelques groupes pourrait être précurseur d'un mouvement plus général l'an prochain.

L'axe vertical, qui tend à opposer les plus modernistes aux plus traditionalistes, départage les non-diplômés et les 65 ans et plus du reste de la population. Après le nouvel élan de modernisme constaté cette année, rares sont les groupes qui figurent encore au Sud de la carte. Cette année, les personnes au foyer sont passées au Nord. A l'extrême Nord, les jeunes et les diplômés font figure de précurseurs en matière de mœurs et de tolérance vis-à-vis de l'évolution des modes de vie : l'opinion vis-à-vis de la possibilité pour un couple homosexuel d'adopter un enfant ne fait pas partie des variables constitutives de l'espace des opinions, car celui-ci est, rappelons-le élaboré à partir des variables présentes dans l'enquête depuis 32 ans, ce qui n'est pas le cas de cette variable introduite il y a 5 ans dans le dispositif ; mais lorsqu'on établit une analyse factorielle en intégrant ce paramètre, il constitue le point le plus moderniste de l'ensemble.

Graphique A3
La position des différents groupes socio-démographiques dans l'espace des opinions, au début 2010



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
L'espace des opinions est celui de 1979 à 2010.
Mais seul le point du début 2010 de chaque catégorie y a été projeté.

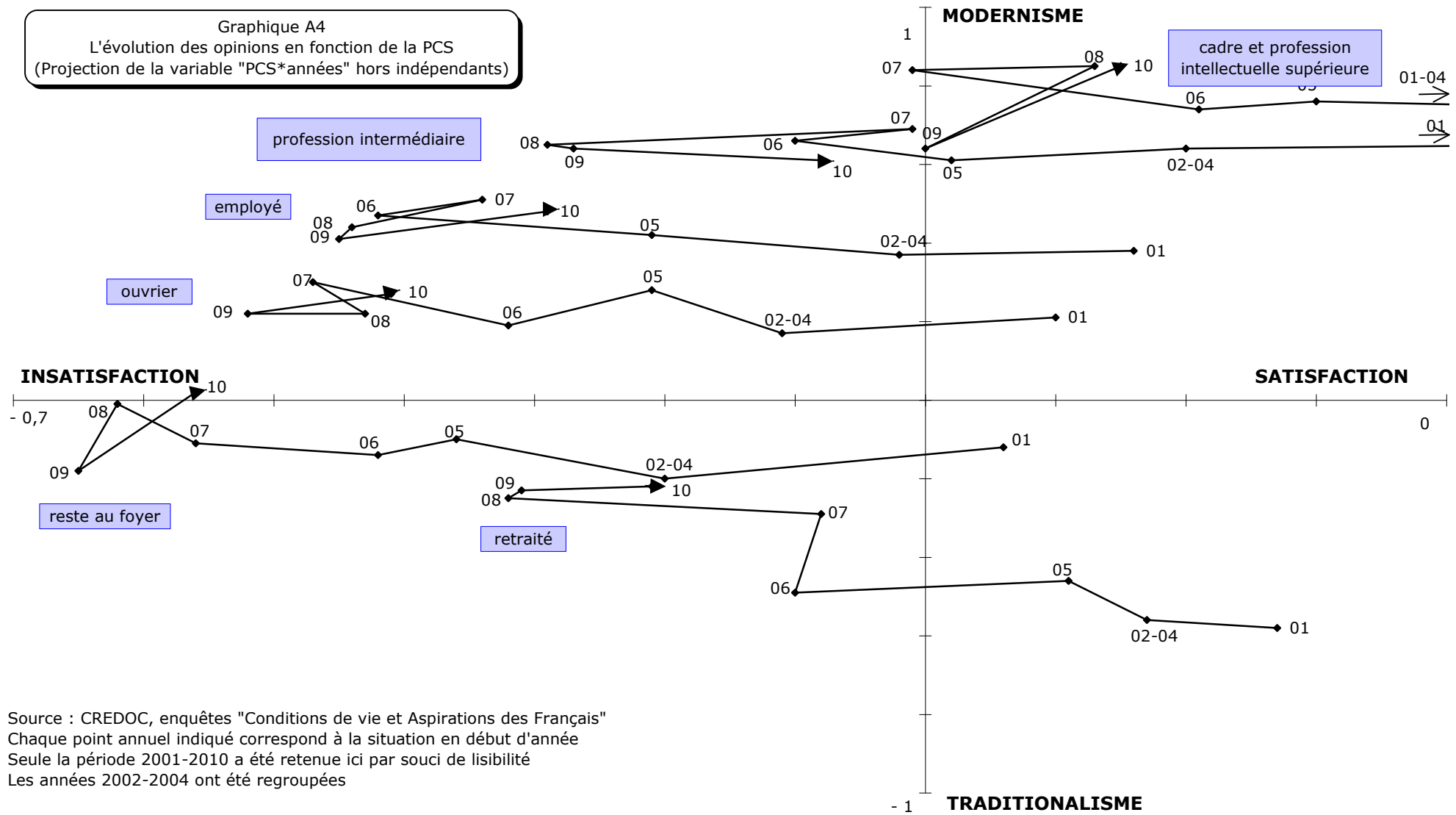
3. Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de l'ensemble de la population depuis 1979, on peut visualiser celle de chacune des principales catégories socio-démographiques sur les trente-deux dernières années. Nous avons cependant fait le choix, par souci de lisibilité, de ne présenter ici que les évolutions intervenues depuis 2001. La conclusion qui se dégage des graphiques présentés aux pages suivantes est que **l'amélioration du moral des ménages s'inscrit dans un mouvement d'ensemble, la plupart des catégories sociales percevant ou anticipant un léger mieux**. Le constat est encore sévère, mais l'évolution s'oriente dans le bon sens.

- Analyse selon la profession-catégorie sociale (Graphique A4 et A4 bis) : les cadres et les professions intellectuelles supérieures sont les seuls à être revenus dans la zone positive mais la plupart des autres catégories se sont déplacées vers l'Est de l'espace des opinions, dans le sens d'une amélioration, y compris les plus moroses (les personnes au foyer). Seule exception notable : les travailleurs indépendants, qui étaient dans une situation de neutralité en 2009, replongent vers le pessimisme.
- Analyse selon l'âge (Graphique A5) : les 50-65 ans sont les seuls à ne pas connaître d'amélioration en 2010. Toutes les autres tranches d'âge perçoivent un léger mieux. Peut-être la proximité de l'âge de la retraite, au moment où le gouvernement envisage une profonde réforme du système des pensions, occasionne-t-elle un stress particulier dans ce groupe.
- Analyse selon la taille de l'agglomération de résidence (Graphique A6) : les Franciliens se montrent de loin les plus optimistes, sans doute en raison de la surreprésentation en leur sein des cadres et des professions intellectuelles supérieures.
- Analyse selon le niveau de revenu (Graphique A7) : les classes moyennes semblent moins sensibles que les autres catégories de revenu aux perspectives d'amélioration. Les études que le CRÉDOC a entreprises sur le thème des classes moyennes¹⁹ montrent que la crainte du déclassement a toujours été plus présente chez elles que dans les autres catégories sociales : leur attentisme n'est donc pas très surprenant.
- Analyse selon le niveau de diplôme (Graphique A8) : on note que la progression du moral est d'autant plus franche que le niveau de diplôme est élevé.

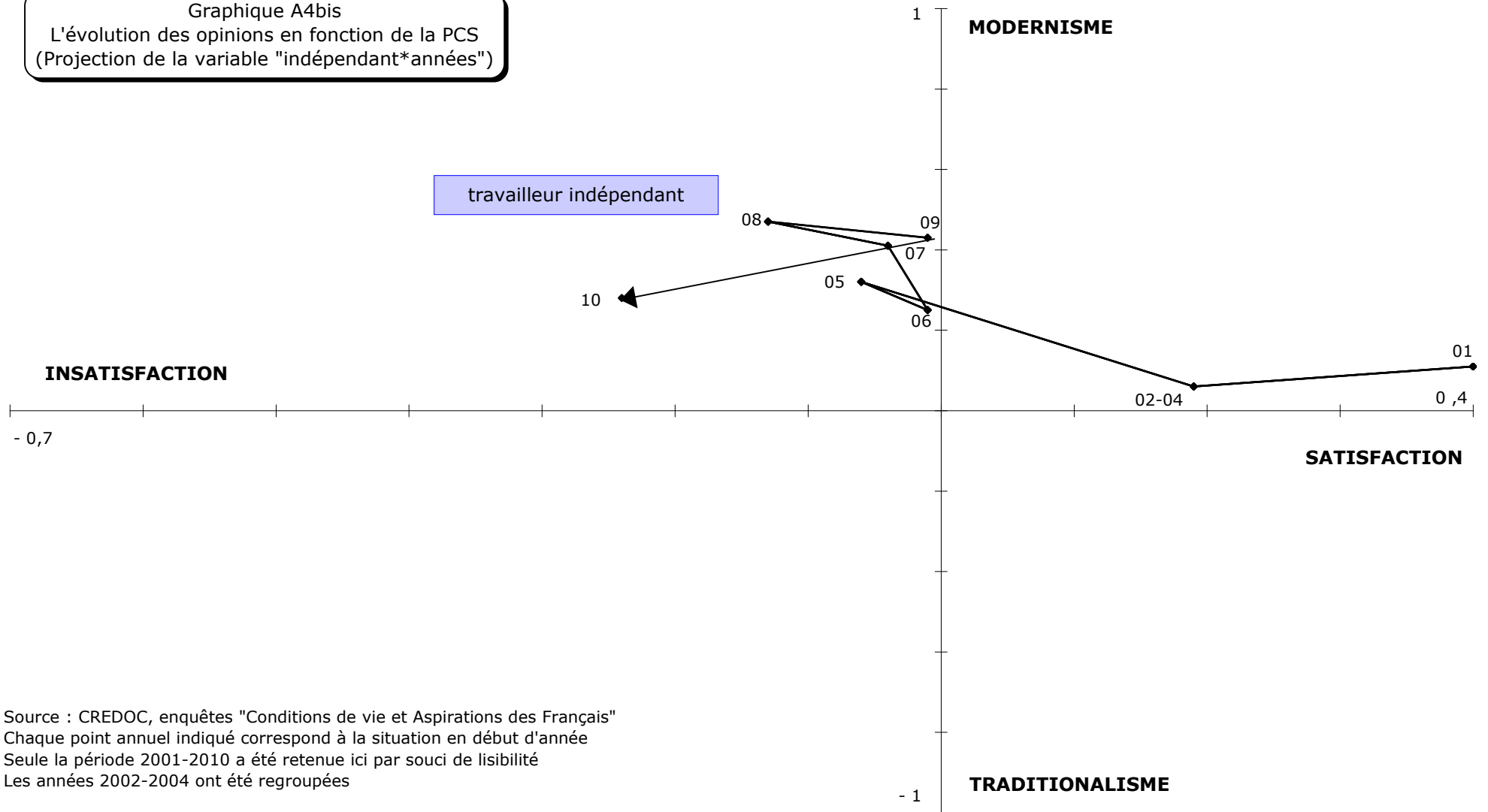
¹⁹ Régis Bigot, *Les classes moyennes sous pression*, Cahier de recherche n° 249, CRÉDOC, décembre 2008, <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C249.pdf>

Graphique A4
L'évolution des opinions en fonction de la PCS
(Projection de la variable "PCS*années" hors indépendants)



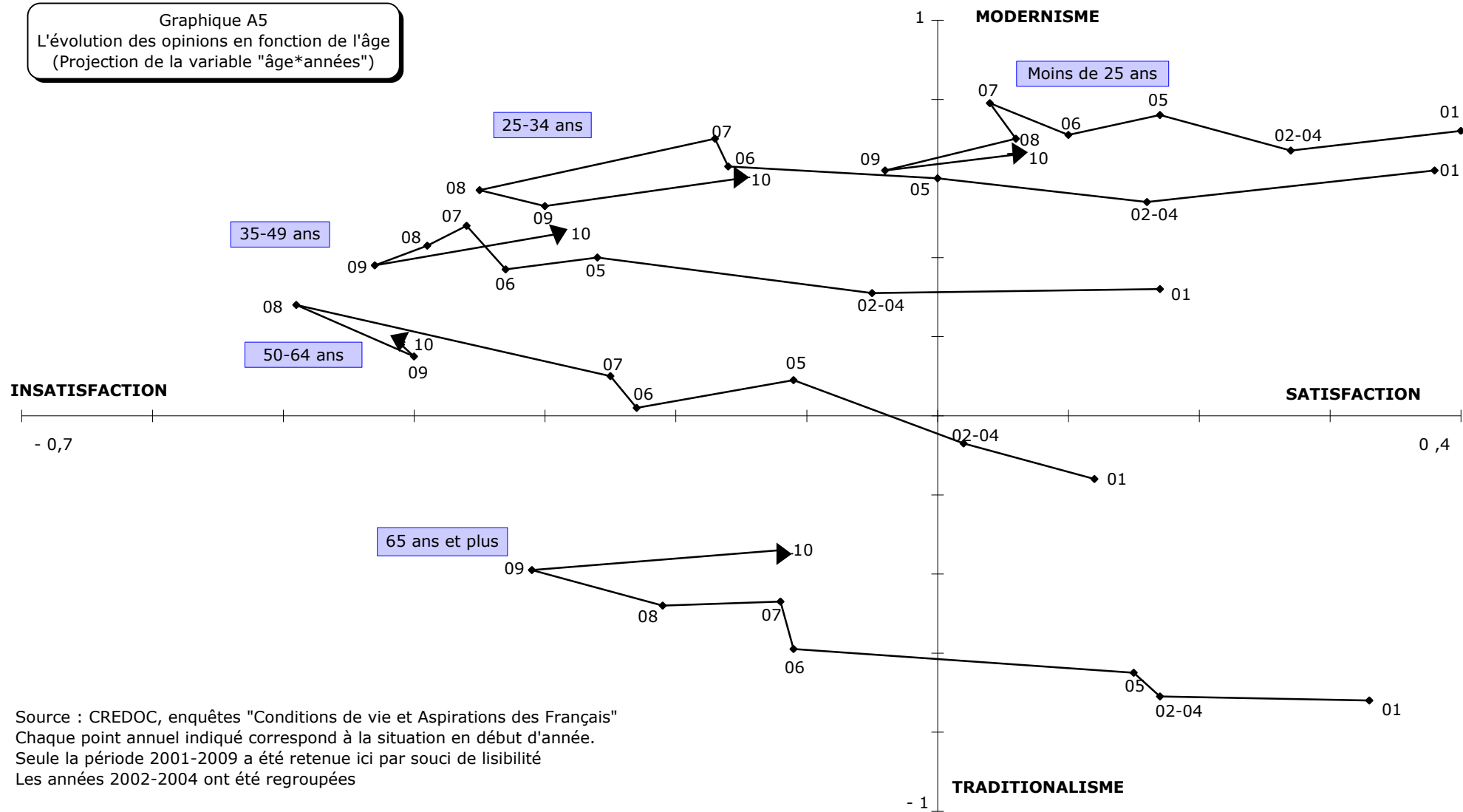
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année
Seule la période 2001-2010 a été retenue ici par souci de lisibilité
Les années 2002-2004 ont été regroupées

Graphique A4bis
L'évolution des opinions en fonction de la PCS
(Projection de la variable "indépendant*années")



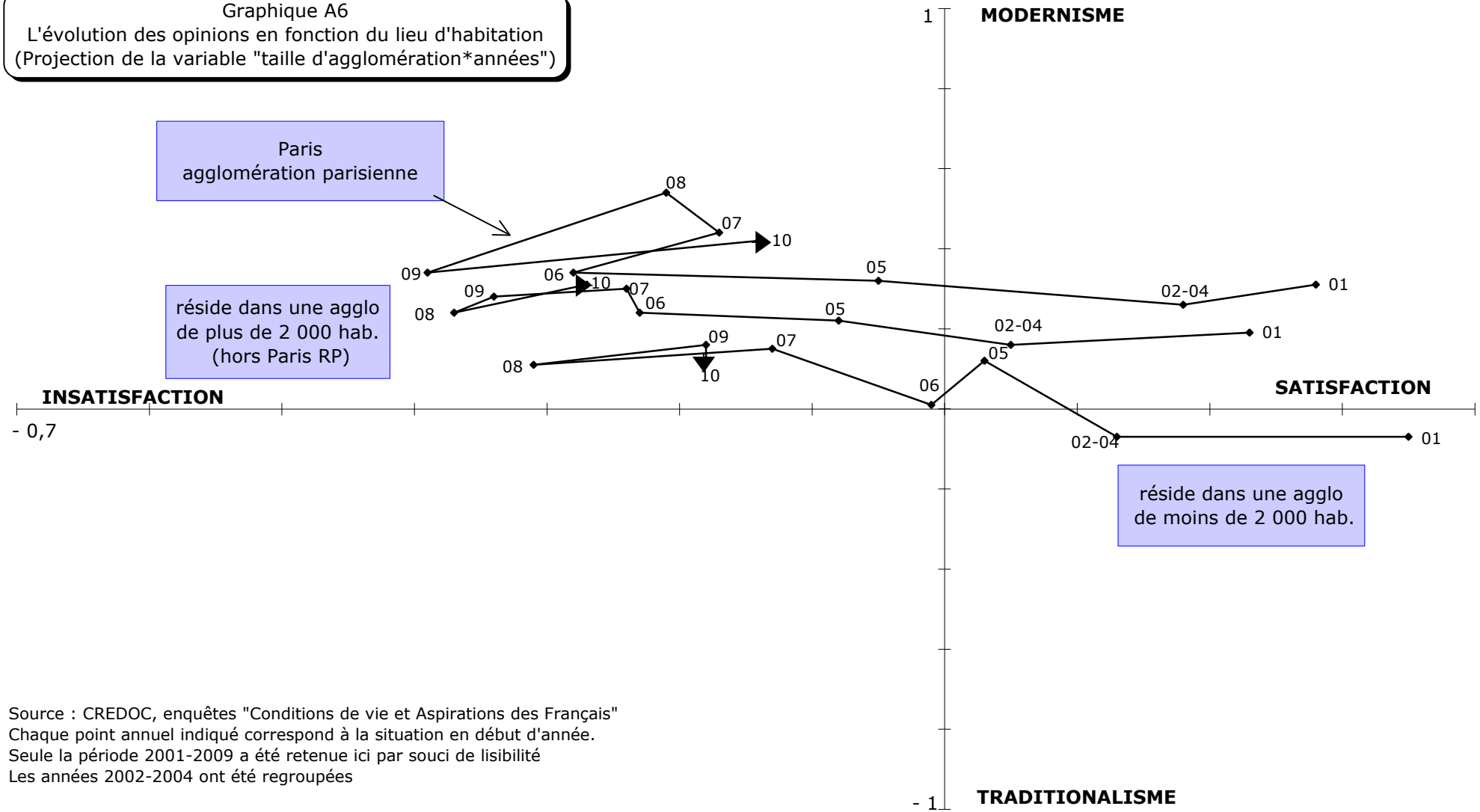
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année
Seule la période 2001-2010 a été retenue ici par souci de lisibilité
Les années 2002-2004 ont été regroupées

Graphique A5
L'évolution des opinions en fonction de l'âge
(Projection de la variable "âge*années")



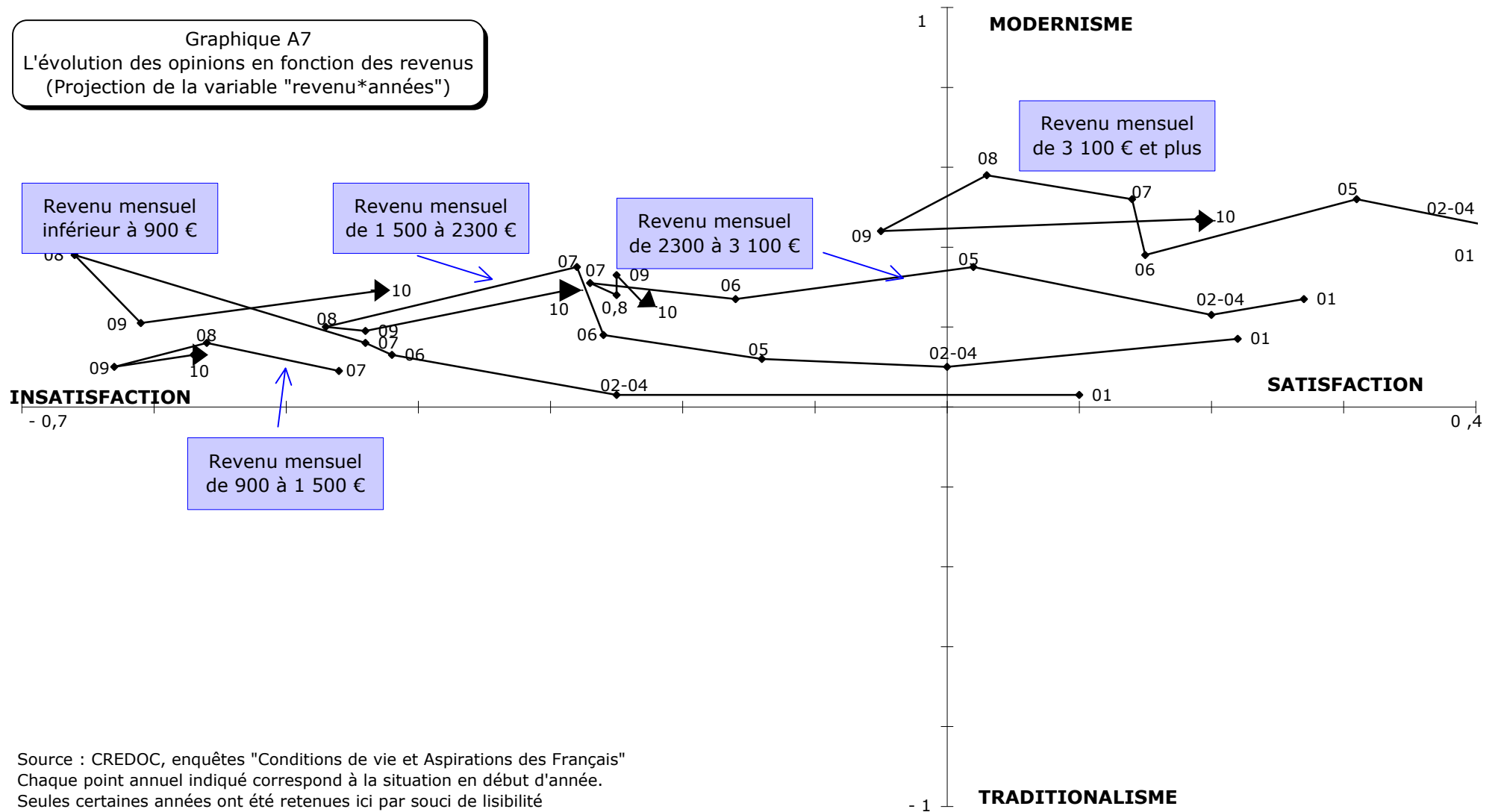
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2001-2009 a été retenue ici par souci de lisibilité
Les années 2002-2004 ont été regroupées

Graphique A6
L'évolution des opinions en fonction du lieu d'habitation
(Projection de la variable "taille d'agglomération*années")



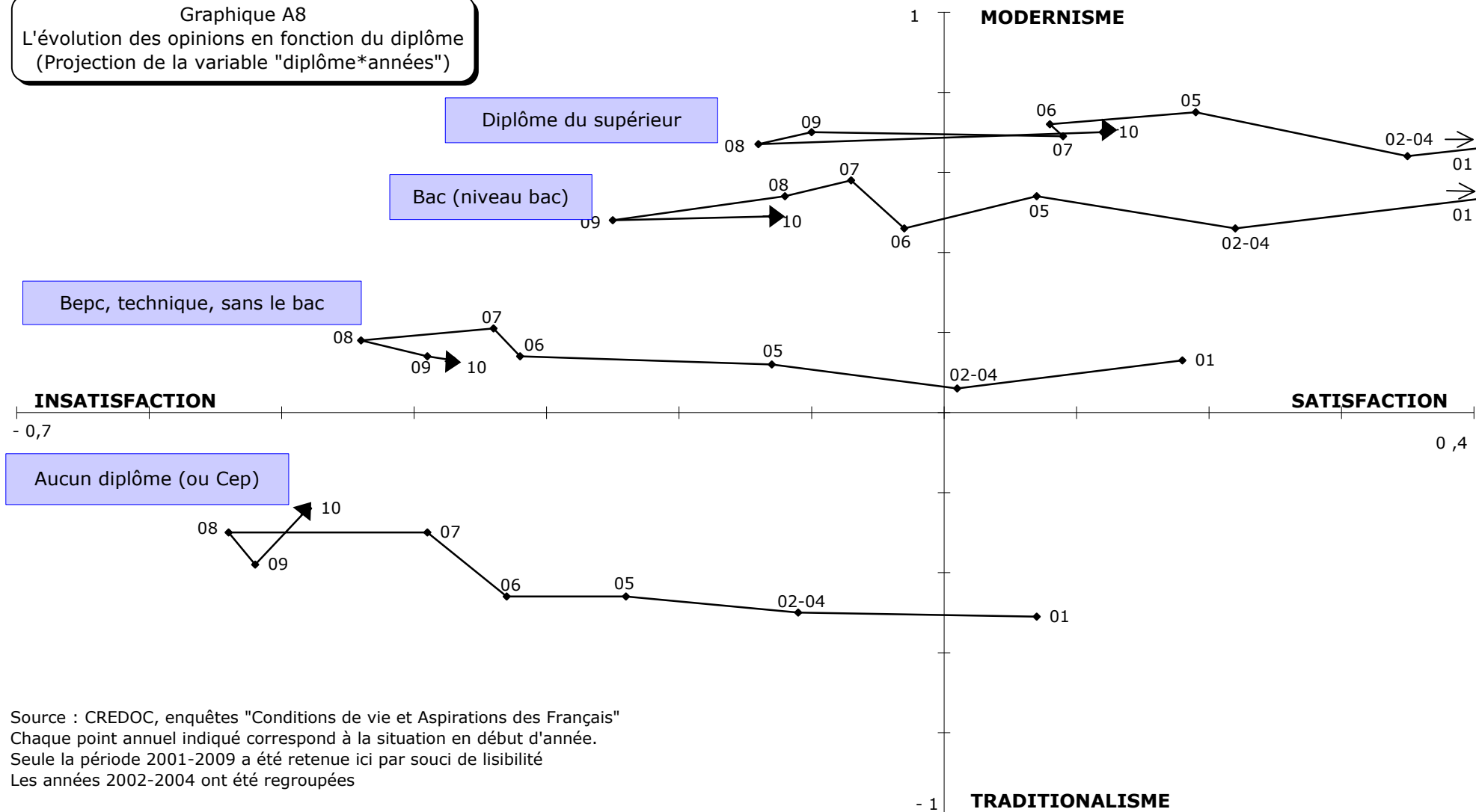
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2001-2009 a été retenue ici par souci de lisibilité
Les années 2002-2004 ont été regroupées

Graphique A7
L'évolution des opinions en fonction des revenus
(Projection de la variable "revenu*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seules certaines années ont été retenues ici par souci de lisibilité

Graphique A8
L'évolution des opinions en fonction du diplôme
(Projection de la variable "diplôme*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2001-2009 a été retenue ici par souci de lisibilité
Les années 2002-2004 ont été regroupées